

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 9 MAI 1979 - N° 911

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Congrès du PCF : la fabrication d'une unanimité

Ce mercredi s'ouvre donc à Saint-Ouen le 23<sup>e</sup> congrès du PCF. Comme les précédents celui-ci tiendra plus du meeting que de la réunion de direction au plus haut niveau qu'il est censé être. L'unanimité complète ou presque complète qui se dégagera de ces quatre jours ne reflètera pourtant pas la situation de ce parti. Nous décrivons aujourd'hui par quelle manipulation la direction parvient, au travers des filtres successifs à empêcher l'essentiel des oppositions de s'exprimer au congrès.

Lire en page 9

## Le président libanais rejette les manœuvres de Bégin

«Manœuvres grossières», «provocation délibérée», «ingérence manifeste». Tels sont les propos tenus à Beyrouth par les autorités libanaises pour qualifier la proposition faite par Bégin lundi soir au président libanais Sarkis de négocier un traité de paix israélo-libanais. Officiellement, d'ailleurs, une convention d'armistice, datant de 1948, régit les relations du Liban avec Israël.

Tandis qu'Israël poursuit ses bombardements sur le Liban et intervient dans les affaires du Liban en appuyant militairement et politiquement les tentatives de partition des milices de Haddad, les paroles de «paix» de Bégin à l'égard du Liban ne peuvent que susciter la méfiance et le mépris.

lire en page 4

## Comment la police invente des casseurs

Lire en page 10

# Longwy : l'insupportable présence policière

### Contre les mutations, contre le lock-out et contre la présence policière, les travailleurs du bassin se mobilisent par milliers



Lundi en début d'après-midi des sidérurgistes CGT et CFDT de Longwy, à l'appel de leurs syndicats, décidaient une action en direction du directeur local d'Usinor. A peine celui-ci était-il «retenu» depuis quelques heures que déjà les CRS arrivaient en force.

Le sillonnage de la ville par les voitures sonores, les appels des radios syndicales ne devaient pas tarder à faire venir des centaines et des centaines de travailleurs du bassin. Sur place il s'en est fallu de peu que la situation tourne à l'affrontement. Les flics sont partis juste à temps. Sans doute le préfet n'a-t-il pas voulu que recommencent les affrontements du premier mai qui avaient pour objectif d'exiger le départ des CRS, «éléments extérieurs» à Longwy.

A la Solmer de Fos malgré la levée des piquets de grève, la plupart des sidérurgistes refusaient de reprendre le travail lundi.

Lire en page 3

## 38<sup>e</sup> congrès de la CFDT FRAICHE OUVERTURE

Brest, 9 h 30. Dans le parc de Penfeld, les 1 800 délégués du congrès confédéral ne sont pas encore en séance. Lentement, la séance des travaux, immense et froide se remplit. Cela faisait bien longtemps qu'il n'y avait pas eu autant de contrôles. A l'entrée, on examine les mandats, ce qui est normal.

C'est qu'il y a aussi un problème matériel, qui, plus encore qu'à Annecy, va peser sur le congrès, sur la concertation et le débat, entre délégués, entre syndicats : les congressistes ont été dispersés non seulement dans Brest, mais jusqu'à Roscoff ou Morlaix. Qui plus est, quatre contrôles successifs filtrent encore les participants.

Alors, à voir un tel déploiement, on s'interroge. Le pronostic de Maire sur ce 38<sup>e</sup> congrès («un congrès important mais difficile») n'est-il pas déjà justifié par les difficultés qui en marquent l'organisation concrète ?

Le fait que plus d'une question clef ait été rejetée (bilan de la stratégie des forces populaires par exemple) ou que d'autres questions aient été piégées (discussion sur les 35 heures) pèse à coup sûr.

Par ailleurs, on est encore dans l'incertitude sur le sort réservé à la section syndicale «normalisée» de Dunkerque. Va-t-elle pouvoir, à Brest, exposer son dossier, réclamer «la parole» pour les «mal-aimés», ceux qui luttent ? Voilà qui déjà rafraîchit quelque peu cette ouverture dont le temps fort était le discours d'Edmond Maire à l'occasion duquel il présentait son rapport d'activité.

De nos envoyés spéciaux

Lire en page 12

### Fos-sur-Mer

**TRES PEU DE SIDÉRURGISTES ONT TRAVAILLÉ LUNDI**

Lire en page 3

### Usinor - Denain

**Ralentissement de la production, coups de poing...**

**LES FORMES D' ACTIONS EN DÉBAT**

Lire en page 5

# PRESSE PARALLELE: DES VOIX DIFFERENTES (2)

## Comment naît un journal local «parallèle» ? Comment se forme l'équipe qui va le faire vivre ?

Bien souvent, les futurs animateurs du «canard» à créer militent dans des comités ou associations, ou dans des regroupements plus ou moins éphémères pour une lutte de quartier : comité de chômeurs, comité anti-répression, groupe femmes, collectif de lutte sur le logement ou pour une MJC, collectif Larzac ou antinucléaire...

Pour ces militants, il s'agit bien souvent au départ de se donner un moyen de propagande plus attrayant que les tracts pour populariser leurs idées, faire connaître leurs luttes...

Où alors, ils veulent sortir de l'horizon restreint d'un comité créé pour répondre à une situation particulière. Ils veulent pouvoir aborder l'ensemble des aspects de la vie quotidienne d'une ville, d'un quartier ou d'une région.

Mais plus ou moins vite, au sein du ou des comités partie prenante du projet, se différencie une équipe d'animateurs du journal. C'est qu'un journal de quartier, pour vivre, ne peut se contenter d'être le porte-voix d'une ou plusieurs associations. Même quand on est bénévole, faire un journal, c'est un métier qui a ses règles, qu'il faut apprendre

et appliquer, et qui demande un travail suivi.

Certains s'engagent plus à fond dans ce «métier», d'autres s'en détournent. La composition des équipes change, de nouveaux animateurs apparaissent, qui n'ont parfois aucun passé «militant».

Le journal vit donc maintenant de sa propre vie. Les liens qu'il a gardés, ou gagnés avec les groupes de quartier sont toujours pour lui une précieuse source d'information, de même que le journal est pour les groupes un moyen privilégié de faire connaître leur activité.

Parfois des malentendus surgissent : certains comités de quartier considèrent le journal comme une sorte de boîte aux lettres, commode pour «faire passer» des communiqués, qui n'ont bien souvent rien de journalistique. Le «comité de rédaction», soit passe le «communiqué» tel quel, soit veut en rediscuter la forme ou le contenu avec le groupe de quartier. Resurgissent alors toutes les discussions sur la «libre expression»...

P.G.

notre action syndicale ou autre. C'est surtout cette conviction là.

En plus, il y a un contenu polémique dans cette affirmation. C'est l'idée qu'il n'y a pas de vie politique à Dunkerque, au sens où elle est complètement paralysée par les appareils, c'est-à-dire par les municipalités et les conflits de la communauté urbaine. La vie politique et l'expression politique se réduisent à Dunkerque au discours des maires. Le Parti communiste a ses élus, le Parti socialiste a ses élus, et finalement les seuls problèmes politiques qui soient réellement évoqués et débattus se situent au niveau des municipalités, de la gestion des communes et de la communauté urbaine. Les partis politiques suivent les grandes campagnes : PS et PC sortent leurs affiches mais c'est tout.

Ce que nous exprimons, nous, c'est une défiance profonde par rapport à cette vie politique institutionnalisée. Il y a aussi une certaine défiance par rapport à un type de militantisme syndical un peu institutionnalisé, lui aussi.

## De la vie associative au journalisme

Interview de Jean Attali,  
directeur de publication de  
*La Querelle-Revange*  
(journal trimestriel dunkerquois)

Recueillie par Didier DELORME

▷ Quand le journal a-t-il été créé ? Et à l'initiative de qui ? Quelle est l'histoire de son développement ?

L'idée du journal est née à l'automne 1977 au moment où un certain nombre d'associations de Dunkerque s'étaient regroupées au sein d'une fédération, l'ADELFA, et au moment où l'ADELFA les avait réunies pour demander un certain nombre de subventions en leur faveur. Cette demande de subventions avait été l'occasion de définir divers projets pour animer la vie associative dunkerquoise. Il s'agissait essentiellement des associations de défense du cadre de vie, plus quelques associations à vocation plus directement culturelle. Des groupements qui, politiquement, sont assez différents, puisque l'éventail allait du Comité antipollution (qui a une action directement politique) jusqu'à des associations fédérées au niveau national comme l'Union Fédérale des Consommateurs.

En fait, c'était le prétexte d'un regroupement de certains militants venus du syndicalisme, de l'écologie, de militants de l'extrême-gauche et qui cherchaient une autre façon d'intervenir sur la ville. Parmi ces projets, il y avait celui d'une librairie différente qui va voir le jour seulement maintenant, ce qui était à l'origine une coopérative d'impression, de reproduction voire d'édition, le projet d'un atelier vidéo, etc... Les subventions, il n'y en a pas eu. La mairie de Dunkerque a cherché à avoir le fric pour elle. Les différents pro-

jets qu'il y avait eu à l'époque se sont un peu autonomisés les uns des autres. Il y a des collectifs qui se sont constitués essentiellement sur deux projets : celui de la librairie et celui de la Querelle.

L'idée s'est développée de façon intéressante ; très vite l'idée d'un bulletin inter-associations a été abandonnée pour deux raisons : la formule nous apparaissait ennuyeuse, ne pouvait toucher que les personnes concernées, peu nombreuses ; c'était se faire des illusions sur la capacité des associations à soutenir un tel projet. Il fallait prendre réellement les moyens de faire un journal et constituer d'abord une équipe de rédaction. Le moyen de la constituer, c'était de la regrouper autour d'une idée rédactionnelle : les dossiers. On a pensé qu'on pouvait faire une information locale à condition qu'elle soit organisée autour d'un sujet susceptible d'intéresser beaucoup de monde. Par exemple : la ville, dossier du n°1, qui permettait de parler aussi bien des problèmes d'urbanisme que des problèmes de ségrégation sociale, ou des problèmes des luttes urbaines.

Le projet n'est pas simplement un prolongement de l'action militante menée par certains, mais aussi le désir de nous exprimer sur la ville où nous vivons. On s'adressait aux gens avec l'envie de dire un certain nombre de choses sur cette ville, pour provoquer leurs réactions.

▷ Quelles sont vos sources d'information ?



C'est un des aspects intéressants de notre travail. Les membres de l'équipe sont reliés par leur appartenance militante à un certain nombre de groupes et de lieux qui sont en eux-mêmes des sources d'information. Il y a parmi nous des gens qui ont des responsabilités syndicales, d'autres dans le CAP\*, d'autres qui travaillent à l'agence d'urbanisme, d'autres qui sont travailleurs sociaux. Il y a aussi plusieurs personnes qui se trouvent à certains «carrefours de la ville». Certains travaillent par exemple pour la municipalité de Grande-Synthe, soit au service animation, soit aux ateliers de Courghain (un bureau d'études d'urbanisme). Ainsi, nous avons à notre portée un grand nombre d'informations. C'est de celles-là qu'on part. En dehors de ça, il y a les contacts qu'on peut avoir avec *La Voix du Nord*. On essaie d'être reliés à tous les lieux qui, dans la ville, sont des centres d'information. Ça se fait de façon assez empirique.

▷ Dans l'éditorial du premier numéro, une des orientations que se fixe la rédaction, c'est de «trouver le ferment de nouvelles aspirations politiques». Ces aspirations politiques se réduisent-elles — et ce n'est pas péjoratif — à celles proposées par le courant écologiste ou est-ce qu'elles incluent d'autres aspirations qui se confirment aujourd'hui au travers des luttes des sidérurgistes ?

Qu'est-ce qu'on appelle «le ferment de nouvelles aspirations politiques» ? C'est essentiellement l'idée qu'en faisant ce journal, on inaugurerait à Dunkerque un nouveau type de pratique. Ce n'était pas un hasard si, après avoir milité les uns et les autres dans les syndicats ou les associations écologistes, on se mettait à faire ce journal. Pour nous, ce type d'intervention là a autant de sens politique que

▷ Au-delà de cette question des institutions liées aux partis politiques, quelles sont les divergences en ce qui concerne les perspectives ? Par exemple, comment *La Querelle* voit-elle son rôle dans la vie régionale à plus long terme ?

C'est trop demander. Ce qui exprime l'orientation politique du journal, ce sont les solidarités de fait avec des gens qui mènent des luttes. Par exemple, dans le n°1, on a consacré une place importante au compte-rendu et à l'explication de ce qui s'était passé à Grande Synthe l'an dernier, à la suite des mesures discriminatoires prises par la municipalité à l'encontre des travailleurs immigrés en leur refusant l'attribution de logements HLM. Ce n'est pas nous qui avons mené cette lutte, mais il nous paraissait essentiel d'en parler. En en parlant comme nous l'avons fait, on a pris clairement position et on a dénoncé les mesures de la municipalité socialiste de Grande Synthe.

Pareillement, la place que nous donnons à la lutte antinucléaire marque une solidarité de fait.

C'est cela qui définit l'orientation du journal. Dans le numéro sur la nuit, on parle du travail posté et on prend à notre compte la revendication de la 5<sup>e</sup> équipe.

Pour nous, c'est le seul moyen d'avancer, parce qu'il n'y a pas d'unification politique entre nous au sens où nous n'appartenons pas à une organisation politique. Nous venons d'horizons voisins mais différents.

\*Comité d'Action des Prisonniers

Demain :  
Le canard  
et son quartier

**LUTTES OUVRIERES**

# Longwy: l'insupportable présence policière

Contre les mutations, contre le lock-out et contre la présence policière, les travailleurs du bassin se mobilisent par milliers

Usinor-Senelle, à Longwy, était toujours bloquée par la grève et le lock-out, quand les sidérurgistes décident de donner un petit coup de pouce pour débloquer la situation.

Vendredi, une rencontre entre des représentants de la CGT et de la CFDT avaient permis une mise au point favorisant l'unité d'action. Lundi donc CGT et CFDT appelaient à un rassemblement en commun. Le refus de la mutation des douze gars de l'équipe D de l'aciérie, à l'origine du mouvement, est rappelé avec force. Les 200 sidérurgistes qui sont là décident d'y ajouter une autre revendication: l'indemnisation des jours de grève et de lock-out.

Rapidement tout le monde se met d'accord: si l'on veut faire céder la direction, il faut entamer une action efficace. Pourquoi ne pas aller rendre visite à la direction dans les grands bureaux d'Usinor-Mont-Saint-Martin? On se rend là-bas en voiture «pour bloquer les accès».

L'action est rondement menée. Dans l'esprit de certains, il s'agit de contraindre la direction à aller «sur le terrain des travailleurs à l'aciérie». Pour une raison qui sera encore sans doute discutée un certain temps, cela ne se fait pas. On retient quand même le directeur d'Usinor dans le bassin de Longwy, le sous-directeur, le chef du personnel, le directeur de l'aciérie et un ingénieur divisionnaire. La direction avoue que non seulement elle refuse de revenir sur les 12 mutations de l'équi-

pe D à l'aciérie mais que, de surcroît, elle veut carrément supprimer cette équipe.

## 19 HEURES LES CRS ARRIVENT

Vers 19 heures, alors que les discussions se prolongent, les CRS arrivent massivement.

Simultanément, des centaines de gars alertés notamment par *Radio SOS-Emploi*, la radio de la CFDT, continuent à affluer. Dès que les sidérurgistes aperçoivent les flics, ils

cherchent «à s'équiper», on saisit un bâton, une barre de fer, sans parler naturellement des casques.

D'ailleurs *Radio SOS-Emploi* avait annoncé la couleur: il ne s'agit pas de monter les mains nues. En revanche, *Radio Lorraine Cœur d'Acier*, la radio de l'UL-CGT, appelait plutôt à «ne pas tomber dans la provocation».

Par centaines, puis par milliers, les travailleurs sont là. La combativité est très forte. Certains parviennent à pénétrer dans la cour; d'autres restent derrière les rangs de CRS ou le long de la voie ferrée d'Usinor.

On remarque des jeunes, des vieux, de nombreuses femmes pas moins combattives que leurs maris. Ceux qui étaient venus avec leur gosse font un saut jusqu'à la maison pour les mettre à l'abri. La température commence à monter sérieusement.

## «CE N'EST PAS A TOI DE DECIDER»

Tout à coup, arrive monsieur Porcu.

Le député PCF du coin explique qu'il «ne veut pas

negocier à la place des sidérurgistes». C'est néanmoins, comme à son habitude, ce qu'il fait. Il téléphone au préfet... Au cours de sa prise de parole, il évoque «des forces de l'ordre». Des sidérurgistes le reprennent: «Les forces du désordre!» Tel n'est pas le point de vue de M. Porcu qui parlera finalement de «forces de police».

Porcu insiste pour que les négociations reprennent. Un jeune sidérurgiste lui lance: «Ce n'est pas à toi de décider». Un militant de la CGT répond: «Mais c'est un élu!» Porcu, trop content, avec sa démagogie coutumière, lance alors: «N'est-ce pas que vous êtes d'accord pour que les élus restent?»

Les syndicalistes continuent à discuter avec la direction. Dehors, les gars chantent *L'Internationale* ou *Le Chiffon rouge*, la nouvelle chanson. Des engins d'Usinor conduits par des sidérurgistes apportent des bobines de fil qu'ils disposent devant les CRS, en barrage. Entre les sidérurgistes et les flics s'interposent encore un S.O. d'élu du PCF et le S.O. de

la CGT, «pour faire tampon» dit un militant de la CFDT. Certains responsables du PCF deviennent très agressifs dès que des mots d'ordre antipoliciers sont criés. Un jeune manquera de «recevoir un marron» pour avoir crié: «CRS assassins!»

Les élus préfèrent s'en tenir à un slogan plus neutre: «Longwy vivra!» hurlent-ils. Le sous-préfet arrive alors pour participer aux discussions. Quelques dizaines de minutes plus tard, les CRS décampent. Ce sont d'abord les rangs de derrière qui montent dans les cars, sans se presser, comme ils aiment le faire pour narguer les travailleurs quand ils sont furieux de quitter le terrain les premiers. Puis, au fur et à mesure que l'arrière se dégarnit, les premières lignes de flics reculent. Les sidérurgistes avancent à chaque fois d'autant. De plus en plus vite. Finalement, la remontée dans les cars des derniers rangs de CRS se fait presque au pas de course! Il s'en faut vraiment de très peu qu'il y ait «contact». Vers 22 h 30 le secrétaire CGT du comité d'entreprise prend la parole

devant les sidérurgistes. Il parle également au nom de la CFDT. Il informe les travailleurs présents que la direction ne recule pas d'un centimètre. D'ailleurs, précise-t-il, la direction parisienne d'Usinor a retiré tout pouvoir de négocier au directeur local. Rendez-vous est donné pour mardi 10 heures au même endroit afin de poursuivre les négociations. Peu après, la direction était à nouveau libre de ses mouvements.

Les discussions vont alors bon train entre les nombreux travailleurs encore présents.

Certains affirment: «On n'aurait pas dû les relâcher». Toutefois, même si les rapports ont été quelquefois tendus, ce qui est positif c'est que pour la première fois, depuis un certain temps, les travailleurs du bassin (et leurs familles) étaient au coude à coude dans l'action, quelle que soit leur appartenance syndicale.

La présence policière est insupportable!

## A SOLMER (FOS)

# TRES PEU DE SIDERURGISTES ONT TRAVAILLE LUNDI

Les rebondissements sont nombreux dans la lutte des sidérurgistes de la Solmer à Fos. Jeudi la direction était séquestrée et échangée contre le départ des CRS. Vendredi matin, alors que la direction appelait à la reprise, 4 000 travailleurs réunis en assemblée générale décidaient de poursuivre la lutte pour leurs revendications. On assistait même à un renforcement des piquets de grève. L'après-midi les grévistes étaient attaqués par des cadres qui tentaient de découper le grillage d'enceinte. Repoussés par les grévistes, ces auxiliaires du patronat bombardaient alors les grévistes à coup de pierre! Samedi matin l'intersyndicale décidait de lever les piquets et d'organiser dès lundi sur les chantiers des discussions sur le meilleur moyen de poursuivre la lutte.

En entrant dans l'usine, beaucoup de gars n'ont pas pris leur poste de travail et ont passé la

journée à discuter. Parmi ceux qui ont repris, certains l'ont fait pour des questions financières mais prévenaient les délégués qu'ils ne s'avaient pas battus. D'autres reprenaient le travail en proposant de verser leur salaire à ceux qui étaient en grève dans des postes stratégiques. «Certains gars de la centrale soufflante, nous dit un délégué de la CFDT, ont eu cette démarche».

«Au point où en est, on se dit qu'il faudrait bien changer de tactique si l'on ne veut pas s'épuiser financièrement, ajoute-t-il. La question des grèves tournantes par exemple est discutée. Mais dans certains secteurs la combativité est telle que ce n'est pas facile de changer de tactique...». Pour l'instant en tous cas la grève se poursuit, d'autant plus que les grévistes tenant bien en main les hauts fourneaux, tout ce qui se fait en aval et en amont est bloqué.

F.M.

# LES STAGIAIRES BARRE DE LYON A L'ACTION

A Lyon aussi, Monsieur Stoléru a ouvert une «semaine du travail manuel». Ce fut l'occasion pour des stagiaires Barre — une quinzaine, dont le stage d'ébénisterie s'était terminé avant même d'avoir commencé faute de bois et de machine, ainsi que le stage de maraîcher, passé pour l'essentiel à éplucher des endives — ce fut donc l'occasion pour ces jeunes stagiaires de venir manifester leur colère et demander des comptes aux beaux parleurs, le jour de l'inauguration... Accueillis par les gros bras préfectoraux, ils se sont fait expulser, sous l'œil du préfet, qui d'ailleurs devait déclarer cyniquement: «L'immense majorité des jeunes sortant d'apprentissage trouvent du travail!».

Les stagiaires Barre avaient déjà manifesté leur colère, il y a 15 jours, en occupant les locaux de la direction régionale du travail à Lyon. Ce qui leur valut d'être chassés par les CRS.

«Les compagnons du bâtiment» qui avaient accepté de tenir le stage d'ébénisterie, sous la pression des autorités, ont bien entendu aussitôt profité de l'occasion pour l'annuler! Pensez-vous! Des stagiaires qui occupent des locaux et qui revendiquent!

Après leur expulsion de la semaine du travail manuel, les stagiaires Barre, avec l'aide du comité de chômeurs CFDT de Lyon, ont occupé le 3 mai différents locaux lyonnais de l'ANPE. Ils ont distribué un tract avec leurs revendications — une allocation chômage égale au SMIC à 2 600 F, la mise en place d'un local syndical dans les ANPE pour les chômeurs, la création d'un service spécialisé pour l'aide aux immigrés, des moyens d'accès pour les handicapés, ainsi qu'un téléphone dans les agences pour les demandeurs d'emploi. Sans oublier la suppression des stages Barre.

Dans les locaux de l'ANPE occupée, la réaction des chefs de service

fut, on s'en doute, très peu amicale: insultes et diverses manœuvres, et pour finir expulsion. Puis les stagiaires Barre, initiative très intéressante, ont alors improvisé un local syndical à l'agence ANPE de la rue Grenette (Lyon 1<sup>er</sup>). Histoire de souligner qu'ils sont prêts à imposer leurs revendications, et qu'ils ne sont pas dépourvus d'imagination pour le faire...

A la suite de cette action à l'ANPE, une rencontre syndicalistes ANPE et comité de chômeurs est programmée. Cela pourrait aboutir à des actions intéressantes et surtout élargir les moyens de lutte et le rapport de force.

M.B.

MANUFRACTURE PLUSIEURS CENTAINES DE LICENCIEMENTS QUAND MEME

Un accord serait intervenu entre le conseil général de la Loire et la municipalité PCF de Saint-Etienne pour la réalisation d'un montage financier de 40 millions de NF en faveur de Manufrance. Le conseil général en majorité de droite garantirait un prêt de 10 millions, la municipalité apporterait le reste.

Cela n'empêchera pas les licenciements qui seraient, selon certaines informations, au nombre de 800 dont 100 pré-retraites.

Par ailleurs une rumeur non confirmée fait état du désengagement de la municipalité en tant qu'actionnaire.

A Fitilien (Isère), la journée «portes ouvertes» à l'usine Clairmaille a eu aussi beaucoup de succès. Environ 2 000 personnes ont pu acheter des pulls et divers articles de bonneterie mis en vente afin de poursuivre l'occupation de l'usine et ainsi s'opposer à la liquidation. Les ouvrières de Clairmaille en sont à leur 5<sup>e</sup> mois d'occupation.



**téléphonez au quotidien 636 73 76**

**En bref... En bref... E**

## Foyer SONACOTRA de Garges-lès-Gonesse Les résidents sont sur leurs gardes

Les résidents du foyer de Garges-lès-Gonesse dans le Val d'Oise, de la rue des Primevères à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine et de Chilly-Mazarin dans l'Essonne vivent dans l'insécurité ; la vraie, pas celle dont on parle tant.

La justice, en effet, a accordé à la Sonacotra, la possibilité de requérir la police pour faire fermer les foyers à partir du 1<sup>er</sup> mai.

Les résidents du foyer de Garges ne sont pas décidés à se laisser faire. «Cela fait quatre ans que nous sommes en grève, nous étions parmi les premiers». Dans ces conditions, après une lutte aussi longue, les décisions des tribunaux sont refusées avec encore plus de détermination. Cette grève des loyers, tous les résidents la conduisent dans l'unité. Seule difficulté, une douzaine de Français refusent obstinément de se joindre au mouvement.

Depuis que le tribunal de Grande Instance de Pontoise a donné satisfaction à la Sonacotra, un comité de soutien s'est mis en place. Samedi 5 mai, ils organisaient d'ailleurs une réu-

nion publique 7 rue des Prièuses, dans le foyer lui-même. Un des objectifs de la réunion était notamment de renforcer les piquets de grève mis en place par les résidents.

Le 30 avril, le maire PCF de Garges s'est rendu à la réunion de soutien qu'avaient convoquée les résidents. «Il a refusé de respecter la plate-forme sur laquelle nous nous battons. Dans ces conditions, nous lui avons dit que nous n'avions pas besoin de lui». Le maire est alors reparti accompagné d'un adjoint et d'un représentant de son parti...

L'UD-CGT du Val-d'Oise, négociant dans le dos des résidents, a obtenu, c'est du moins ce qu'affirme l'édition locale du *Parisien Libéré*, un sursis de 10 jours de la part de la Sonacotra. «On attend quand même les flics avant».

Les résidents appellent leurs amis dans le Val-d'Oise à leur rendre visite tous les soirs après 19 h 30.

F.M.

## ST CHAMOND : SUCCES DE LA JOURNÉE PORTES-OUVERTES A J.B. MARTIN

Le 5 mai avait lieu dans l'usine J. B. Martin de St Chamond une journée «opération survie». J. B. Martin en est à son 645<sup>ème</sup> jour d'occupation et les diverses solutions industrielles pour le redémarrage de la production du velours et de la peluche sont toujours au point mort, malgré les plans de relance syndicaux. Lors de cette journée, marquée par des ventes de velours, et un meeting avec des responsables CGT et CFDT, environ 7000 personnes ont pu assurer de leur soutien les travailleurs de J. B. Martin. Rappelons que c'est dans cette usine que le 22 décembre dernier, plus de 5000 travailleurs, venus de toute la vallée du Gier, ont évidemment fait échec à une tentative d'occupation de l'usine par un commando de nervis. L'argent recueilli a été versé à un compte bloqué qui servira à appuyer un éventuel redémarrage.

## BERLIET : LE DOSSIER DANS LES MAINS DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

C'est ce jeudi que l'Inspection du Travail doit donner sa décision à l'encontre des 6 licenciements de responsables syndicaux CGT et CFDT demandés par la direction de Berliet-RVI.

Gageons que ceux-ci ne seront pas autorisés et qu'en définitive, c'est le Ministère du Travail qui tranchera, on devine aisément dans quel sens. Histoire de porter des coups aux travailleurs, à leur lutte, et tenter de briser par ces licenciements intolérables la dynamique de lutte qui s'affirme de plus en plus dans la région Rhône-Alpes.

## ● Pierre Viansson-Ponté est mort

Pierre Viansson-Ponté est mort à l'âge de 58 ans. Entré au journal *Le Monde* en 1958, il en était conseiller de direction et responsable de la rubrique *Le Monde d'aujourd'hui* après avoir été chef du service politique jusqu'en 1969, puis rédacteur en chef adjoint et éditorialiste.

Après avoir été résistant dans les rangs des FTP, il travaille à l'AFP de 1948 à 1952. Il fut avec JJ Servan-Schreiber et Françoise Giroud fondateur de *L'Express*, dont il est rédacteur en chef jusqu'en 1958.

**POLITIQUE**

## Conférence de presse des avocats des inculpés du 23

# COMMENT LA POLICE INVENTE DES «CASSEURS»

Lundi, au siège de la Ligue des droits de l'Homme, les avocats de plusieurs des inculpés du 23 mars présentaient à la presse une partie des dossiers de leurs clients. Absence de preuves, contradictions dans les témoignages des policiers,

application de la scandaleuse procédure de flagrant délit, tous les moyens ont été bons pour faire un «exemple» destiné à intimider quiconque voudrait manifester par l'ampleur des risques judiciaires qu'il encourrait.



Les inculpations du 23 mars : des menaces pour tous les travailleurs (notre photo : les manifestants du 23 mars sous le tir des grenades lacrymogènes).

Les avocats de plusieurs prévenus ont fait remarquer la manière dont les droits de la défense avaient été tournés, la procédure de flagrant délit étant bien commode à cette fin. Lorsque cette procédure est employée, c'est-à-dire lorsque l'on considère qu'il n'y a pas de doute sur les faits incriminés ni sur l'identité de leur auteur, l'affaire ne donne pas lieu à information judiciaire. Or, la loi dite anti-casseur, dans sa définition même, vise les actes commis avec préméditation. Les avocats n'ont pas manqué de souligner la contradiction existant entre le fait d'accuser quelqu'un de violences concertées avec préméditation, et de le juger en flagrant délit. Pour prouver une éventuelle préméditation, il faudrait en connaître les mobiles et les moyens : l'ouverture d'une information serait donc nécessaire. Mais l'application d'une procédure de flagrant délit a pour effet d'empêcher une telle information.

### DES TÉMOIGNAGES CONTRADICTOIRES

L'avocate de Jean-Luc Fouquieray, condamné à deux ans de prison dont un an ferme, fait remarquer les nombreuses contradictions qui ont émaillé les «témoignages» des policiers : contradictions tant sur les lieux, les heures, que sur la nature des projectiles prétendument lancés sur le service d'ordre. Elle rappelle que plusieurs des policiers cités comme témoins à charge n'avaient pas été témoins oculaires des faits incriminés. Un

policier a reconnu à la barre qu'il n'avait pas vu lui-même l'accusé lancer des projectiles, mais que celui-ci lui avait été désigné par des collègues comme l'ayant fait plus tôt. Elle relève enfin que, contrairement aux règles en usage, un rapport global a été fait par un brigadier.

L'avocat de Georges Croissant révèle d'autres procédés scandaleux. Son client est accusé tantôt d'avoir frappé un policier avec une chaise, tantôt d'avoir «tranché la gorge» d'un gendarme. Un gendarme a eu, non pas la gorge tranchée, mais le lobe de l'oreille ouvert sur deux centimètres. La seule présomption qui pèse contre Croissant est le fait que, étudiant en arts plastiques, il ait eu sur lui une gouge, instrument tranchant dont se servent ces étudiants. Les avocats, préalablement au procès, n'ont eu connaissance que de deux témoignages à charge, celui de deux policiers blessés le 23 mars. Et subitement, le jour du procès, sortent de terre de nouveaux témoins, dont les avocats n'ont évidemment pas pu connaître par avance les dépositions. Aucune confrontation n'a pu davantage avoir lieu précédemment.

Devant ces nouveaux «témoignages», les avocats ont demandé un supplément d'enquête. Le tribunal a pris une décision qui peut paraître surprenante : il accorde le supplément d'information, mais se déclare incompétent, jugeant que les faits reprochés sont de nature criminelle.

Ainsi, c'est donnant donnant : on accorde le

supplément d'information, mais on criminalise les faits reprochés, avec toutes les conséquences que cela aurait sur une éventuelle condamnation.

Le défenseur de Gilles Desraisses (condamné à quinze mois d'emprisonnement dont sept avec sursis) et de Didier Dheilly (relaxé) fait remarquer que lors du procès, le représentant du Parquet avait émis des doutes sur la culpabilité des accusés, au vu des nombreuses contradictions des témoins policiers. Ces contradictions étaient si énormes que Didier Dheilly fut relaxé. Pour les deux cas, le Parquet a fait néanmoins appel à minima, prouvant ainsi une intervention venant de haut. Même inconstance dans les chefs d'accusation retenus contre Philippe Duval, qui sor-

tait d'un cinéma au moment de son arrestation, condamné à trois ans, dont quinze mois ferme, et de Roger Marin, jeune chômeur de Longwy, condamné à dix mois dont quatre ferme.

### UNE MANOEUVRE POLITIQUE EVIDENTE

Les faits cités à propos de quelques-uns des dossiers du 23 mars montrent assez nettement les buts poursuivis lors de la répression de cette manifestation. Les nombreuses contradictions dans les témoignages de policiers et les lourdes peines prononcées lors du premier jugement font ressortir les mobiles du gouvernement en l'affaire. Il s'agit bien, par des arrestations et de lourdes condamnations, y compris de manifestants n'ayant pas participé à des affrontements, d'intimider à l'avance tous les travailleurs susceptibles de participer à une manifestation syndicale.

Ce n'est pas un hasard si le lendemain de la manifestation du 23 mars, Giscard donnait l'ordre aux préfets de réduire la liberté de manifestation. Dans le cadre d'une campagne orchestrée, il s'agit, par la condamnation de manifestants pris un peu au hasard, de dissuader les travailleurs de participer à des manifestations pour défendre leurs revendications. Une tactique qui entre dans le cadre plus vaste de nombreuses attaques contre les libertés démocratiques, au moment où s'intensifie la politique d'austérité.

François NOLET

## L'UD-CFDT de Paris appelle à manifester pour la libération des inculpés

A la suite de la manifestation du 23 mars, organisée par la CGT, et des incidents qui l'ont marquée, 32 personnes ont été arrêtées et jugées en flagrant délit, et lourdement condamnées. Parmi elles, un lycéen de Paul Valéry et un infirmier de l'hôpital Laennec, militant CFDT. Il s'agit de véritables otages ; la stratégie du gouvernement est claire : en multipliant les arrestations au hasard, le gouvernement veut «faire peur» et décourager les manifestants éventuels. Cette manœuvre complète et renforce ses attaques directes contre le droit de manifestation. L'Union Départementale CFDT de Paris demande la libération immédiate de tous les inculpés du 23 mars, et appelle à se joindre au rassemblement organisé par le syndicat CFDT de l'Assistance publique, le 10 mai à 13 heures, sur le parvis de Notre-Dame, au moment où un certain nombre d'inculpés passeront en appel.

Communiqué

Après la relative accalmie qui avait suivi à denain la journée du 6 avril à Dunkerque, les travailleurs d'Usinor ont commencé à relancer l'action il y a quelques jours, en bloquant le canal à grand gabarit de leur région. Parallèlement à cette initiative, on assiste à un large débat sur les formes de lutte à Denain, preuve vivante d'une certaine volonté de combattre, malgré les difficultés bien réelles. Cette volonté est d'ailleurs réapparue précisément il y a quelques jours, à l'occasion et en opposition à la proposition du syndicat CGT d'une grève totale immédiate sur Usinor : visiblement les travailleurs n'y sont pas prêts.

## Usinor Denain : Ralentissement de la production, actions coup de poing...

# LES FORMES D'ACTION EN DÉBAT

Tous les moyens ont été bons depuis quelques jours à la direction du syndicat CGT, pour imposer cette idée de grève totale : ateliers inondés de tracts de diverses couleurs, selon les jours, afin de laisser croire, au premier abord, à une différence de contenu, mais qui en fait sont identiques. Un permanent de la fédération des métaux CGT depuis 15 jours, rejoint vendredi par un autre, participe à tous les meetings qu'organise la CGT. Il faut dire qu'ils ne sont pas de trop, la proposition CGT a été largement rejetée par les travailleurs. Ainsi en a-t-il été d'une délégation du secteur Diesel (entretiens et réparations moteurs, machines) de l'usine qui a investi la dernière réunion intersyndicale et où un militant CGT, au nom de la délégation mais aussi de l'ensemble des ouvriers de son atelier, consultés auparavant, indiquait que ces derniers refusaient aujourd'hui cette forme d'action.

### DES RESPONSABLES CGT

L'efficacité de cette forme d'action est également mise en cause par certains travailleurs, vu la façon dont les dirigeants CGT conçoivent cette grève générale. Car c'est la conception qu'en ont certains responsables de la CGT qui est en cause : leur façon de concevoir la lutte, n'allant pas du tout dans le sens d'une mobilisation des travailleurs, l'essoufflement se ferait vite sentir. C'est ce qui a été critiqué ces derniers jours par les travailleurs de l'agglomération (1<sup>er</sup> secteur à fermer en août 79) ; ils exigeaient qu'une réunion de l'intersyndicale se tienne dans les plus brefs délais, dans leur atelier. Au cours de cette réunion, acceptée de mauvaise grâce par les dirigeants CGT, l'on verra des travailleurs, y compris CGT, critiquer cette fois la façon dont certains de leurs dirigeants élaboraient leurs propositions, c'est-à-dire en ce qui concerne l'occupation totale, sans avoir consulté les sidérurgistes, repassant 36 fois dans les ateliers, pour marteler sans explication leurs propositions exaspérant de nombreux ouvriers.

Cette exigence nouvelle d'une élaboration et d'une réflexion collective sur les formes de lutte à entreprendre, de la part des sidérurgistes et de nombreux militants CGT de base, n'était pas du goût du responsable fédéral CGT qui, sommé de s'expliquer, se contentait de répondre que l'«essentiel, même si on n'obtenait rien, était d'avoir fait quelque chose».

Des propos qui faisaient dire à certains travailleurs que l'objectif

recherché par certains responsables CGT, avec leurs propositions d'actions dures en apparence, était avant tout de faire apparaître sur le devant de la scène l'organisation CGT avant les élections professionnelles du 8 mai. Personne ne peut nier que quelques-unes des dernières actions, et que chacun a encore bien en tête, étaient surtout

moyen de pression disposons-nous ?».

«Peut-on gêner Usinor ? Pour le savoir, il faut savoir s'il a encore besoin et pour combien de temps de la production de Denain», explique un militant syndicaliste. «Si c'est le cas, nous avons un moyen de pression. Comme tu le sais, la direction a justement reporté la

re...) mais chose très positive «les fondeurs du haut fourneau de Denain, conscients de l'enjeu actuel, sont prêts, néanmoins» notait un responsable CFDT, «à prendre les moyens de ralentir, à condition que cette initiative soit entreprise globalement et notamment à Dunkerque». Un ralentissement de la production dans la seule usine de Denain,

coup de gars, de plus en plus, et encore récemment à l'agglomération le disent) note un délégué. «Il faut des actions qui s'attaquent à l'État, des actions «coups de poings» qui fassent mal aux patrons, indifféremment». Le blocage du canal à grand gabarit repris d'ailleurs par les ouvriers d'Usinor-Trith, vendredi, va dans ce sens. «Beaucoup d'idées sont d'ailleurs émises à ce sujet» note un militant. «Ainsi cette proposition qui consiste à abaisser le niveau de l'eau d'un mètre pour empêcher ainsi les péniches de partir. On pourrait de la sorte gêner considérablement, par exemple, les importations de ciment de Belgique vers la France et la circulation des céréales dans l'autre sens. Et on ne risque pas de gêner, chose dont il faut tenir compte, les petits artisans qui ont tous été «mangés» par les gros».

L'occupation du canal peut, pour partie, être effectuée par les travailleurs, hors de leurs heures de travail, ce qui en outre ne grève pas d'un centime leurs salaires. Une telle action demande par contre une grande organisation, par roulements (vu qu'elle doit se dérouler sur une longue période pour donner des résultats).

On le voit, le débat sur les formes d'actions bat son plein.

A la dernière initiative, (blocage du canal), ont participé des travailleurs «sursitaires» jusqu'en 1980. C'est une chose très positive. Néanmoins si cette division licenciés 1979-licenciés 1980 existe peu selon des militants CFDT, d'autres divisions créées par des manœuvres de démobilité de la direction sont à combattre rapidement. Ces manœuvres ? les mesures de pré-retraites, les primes au départ de 5 millions. Celles-ci sont acceptées surtout par les jeunes travailleurs. N'ayant pas vu suffisamment jusqu'ici de propositions d'actions leur montrant qu'il est possible de porter des coups réels au patronat, ils prêtent prendre la somme offerte puisqu'ils ne peuvent pas compter sur des indemnités importantes de licenciement !

Offrir des perspectives d'actions crédibles, dès aujourd'hui, pour mobiliser les travailleurs, c'est aussi les élaborer avec eux. L'initiative prise la semaine dernière par la section CFDT de réunir ses adhérents, les consultations de travailleurs entreprises par des militants de base CGT-CFDT dans différents ateliers vont tout à fait dans ce sens, et sont les conditions pour franchir de nouveaux pas dans la lutte.

Richard FEUILLET



guidées par un esprit boutiquier, celle consistant la semaine dernière pour deux responsables CGT, à bloquer seuls, de force, et à l'encontre des travailleurs CGT et CFDT, l'agglomération à l'aide de chaînes, ou encore cette action de 15 responsables de la CGT, séquestrant un ingénieur... Actions spectaculaires, mais d'une efficacité douteuse, beaucoup en sont convaincus.

### LES PROBLÈMES DU RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION

Une des raisons du refus par les travailleurs de la proposition de la CGT depuis 8 jours — la grève totale —, ce sont les problèmes financiers dont la résolution n'est pas envisagée.

Pour éviter cet inconvénient, les hauts fourneaux décidaient il y a peu de temps, de ralentir la production (2 coulées au lieu de trois)... ce qui n'empêchait pas toutefois à nouveau la direction de menacer leur salaire.

Le problème des formes d'actions ne pénalisant pas de manière trop brutale les salaires et faisant mal à la bourgeoisie, reste un problème important à résoudre, mais une autre question est en débat à Denain, depuis peu : «Nous sidérurgistes de Denain, pouvons-nous réellement gêner par un ralentissement de la production, un trust qui prévoit de toute façon rapidement notre fermeture ? Et dans ce cas, de quel autre

fermeture du haut fourneau, prévue en août 79, pour août 80 et ce, il faut le dire, parce que la lutte l'y a contrainte et qu'elle voulait éviter une explosion. Mais aujourd'hui, je crois qu'elle a encore réellement besoin de la production de Denain durant un moment supplémentaire, car elle s'est rendue compte, que contrairement à ses premières prévisions optimistes, Dunkerque n'est pas «capable» de tourner au maximum, donc de faire notre production... dès août 79. Autrement dit le ralentissement de la production à Usinor-Denain peut dans une certaine mesure gêner Usinor mais à condition de résoudre plusieurs problèmes». Ainsi, de quelle manière ralentir la production ? Au vu des inconvénients du ralentissement des hauts fourneaux (menace sur les salaires, risque d'explosion, entretien supplémentaire donc surcharge de travail), certains travailleurs expliquaient qu'il était possible par le contrôle de la centrale soufflante du haut fourneau de restreindre la quantité d'air nécessaire à la combustion du coke. Par conséquent, le temps de combustion — donc de production — s'allongerait : il n'y aurait pas de suppression totale d'une coulée mais la direction ne pourrait s'attaquer que difficilement aux salaires.

Un tel système qui assure en outre une production ralentie mais continue rend moins possible le lock-out. Tous les inconvénients ne peuvent être évités totalement (perte de salai-

s'il peut faire mal à Usinor, n'impose pas selon eux des reculs significatifs. Car Usinor a peut-être les moyens de répartir temporairement certaines productions de l'usine de Denain sur un ensemble d'usines, à défaut d'imposer la totalité de la production de Denain à Dunkerque.

Entre autres, on parle d'usines de la société Cokerill. Usinor est en train de prendre le contrôle de l'une d'entre elles à Réhon (près de Longwy)... «Avec un transfert de production sur différentes usines, augmentant beaucoup moins la charge de travail de chaque usine considérée, Usinor pense évidemment faire accepter plus facilement à d'autres travailleurs le fait de faire notre production», expliquait un travailleur. «Il faut éviter de toutes façons d'en arriver là et pour cela prendre des moyens encore plus décisifs que le ralentissement de la production, nécessaire mais insuffisant, pour imposer le maintien de nos emplois».

### VISER LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX DE LA BOURGEOISIE

Les sidérurgistes de Denain seuls ne peuvent pas par le ralentissement de la production faire céder Usinor. Ne faut-il pas alors s'attaquer aux intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, intérêts économiques notamment ? Voilà une idée qui fait son chemin. «Beau-

Il y a quelques jours, les experts du commissariat au plan présentaient un rapport sur leurs prévisions de chômage : ils annoncent entre 1 600 000 et 1 800 000 chômeurs d'ici 1983. Autant dire que, malgré les propos rassurants que les membres du gouvernement nous tiennent régulièrement, ils n'envisagent guère sérieusement le «bout du tunnel».

En fait, derrière le chiffre déjà énorme qu'ils annoncent, se cachent sans doute bien plus de deux millions de chômeurs réels. Il est donc certain que dans les mois et même les années à venir, la lutte contre le chômage constituera une des tâches prioritaires de la classe ouvrière.

La lutte contre le chômage, on le voit aujourd'hui dans la sidérurgie, est une lutte difficile, que ce soit pour s'opposer aux licenciements ou pour regrouper les chômeurs. Les expériences de regroupement de chômeurs, dans ou hors les syndicats, se heurtent très souvent à des difficultés énormes. Isolement des chômeurs, difficulté à trouver des objectifs offensifs... Avec des militants de comités de chômeurs CGT de Brest et de Blois, nous faisons dans ce dossier une première approche de cette expérience.

## Faire payer cher le chômage au patronat ! Cette voie-là qu'on a choisie : être offensif ! Interview de trois membres du comité de chômeurs CGT de Brest

Un comité de chômeurs est organisé à la CGT de Brest depuis décembre 1978. Nous avons interviewé trois militants de ce comité. Trois parmi la dizaine de ceux qui y sont les plus actifs.

### «C'EST PAS FACILE D'ORGANISER LES CHÔMEURS»

Après trois tentatives infructueuses, à l'initiative de l'UL, on a enfin réussi en décembre dernier à avoir un comité digne de ce nom. C'est-à-dire que nous étions suffisamment nombreux pour devenir une force susceptible d'être efficace.

— C'est pas facile d'organiser les chômeurs. D'abord ils ne se rencontrent pas, si ce n'est à l'ANPE, et ce n'est pas l'endroit idéal. Tu as aussi la mentalité de chacun pour soi, quand on est plus de 10 000 chômeurs sur la même ville, seul le piston marche. Autre source de division, tout le monde n'est pas à la même enseigne, il y a ceux qui touchent quelque chose et ceux qui n'ont rien.

— Je pense que le principal handicap c'est que tu as affaire à une grande majorité de jeunes qui sortent de l'école, ils ne se sont jamais syndiqués, ils n'auront pas le réflexe de le faire. Dans une boîte, ils auraient rencontré des syndicalistes et réaliseraient l'intérêt d'un syndicat. Ici, il faut partir de rien avec des gars isolés, qui ne se croisent qu'aux pointages et qui sont en concurrence entre eux. Tu vois le travail !

— C'est chez les jeunes, donc chez la plupart des chômeurs, que tu rencontres le plus de méfiance vis-à-vis des syndicats, quels qu'ils soient, et ça, du fait de leur compromission avec la gauche aux dernières législatives. Beaucoup ont l'impression qu'adhérer à la CGT c'est venir cautionner le PCF et ça serait pareil pour la PCF et le PS ; c'est un truc qu'on a souvent rencontré.

— C'est sûr, c'est un sacré boulot. Mais ça s'amenuise depuis qu'on fait campagne contre les saisies et expulsions. On a fait une campagne d'affiches là-dessus et on appelle régulièrement ceux qui en sont menacés à nous contacter pour faire front, en se mobilisant devant les flics expulseurs s'il le faut.

▷ — Ca s'est déjà produit ?

— Pas encore avec les flics. Pour l'instant, on n'a fait qu'obtenir des délais pour les coupures d'électricité. Pour ce qui est des expulsions, celle où on est mobilisé, les flics auraient dû intervenir le 1<sup>er</sup> avril selon l'ordre du tribunal d'instance. Ils ont sûrement su qu'on les attendait et comme ils ne veulent pas nous laisser démontrer notre force, ils attendent. L'huissier est passé et les flics devaient intervenir le 26 avril. On les attend.

### «EN 4 MOIS ON A ÉVOLUÉ AU CONTACT DES FAITS»

▷ — Comment entendez-vous le travail d'un Comité de chômeurs ?

— C'est en effet la question principale. En 4 mois, nous avons évolué au contact des faits, du travail sur le terrain. Notre première attitude fut d'appeler par tracts les chômeurs à nous rejoindre. Ces tracts étaient distribués devant l'ANPE et dans les manifs. C'est 15 à 20 000 tracts qui ont ainsi été distribués. Résultat : 300 réponses sur les coupons au bas des tracts. Mais seulement une centaine sont venus prendre leur carte et une vingtaine seulement viennent aux réunions. Et c'est logique. Jusqu'à il y a un mois nous n'avons fonctionné que de manière corporative. Nous tenions juste des permanences et ceux qui avaient des problèmes venaient nous voir : retards de paiement d'Assedic, impossibilité de payer son loyer. On expliquait aux chômeurs leurs droits de façon à ce qu'ils aient le maximum d'aide. Bien sûr, on continue à faire cela ; on tient des permanences tous les après-midi à l'UL. Mais nous n'avons pas pensé à faire participer tout le monde à l'aboutissement de nos revendications.

— Ecrire à EDF ou au propriétaire pour arranger les choses c'est nécessaire mais ça ne résout rien. Aujourd'hui, nous faisons l'analyse suivante : le patronat s'accommode très bien du chômage. A savoir que le travail intérimaire lui permet de sauter à pieds joints sur la garantie de l'emploi, de sélectionner les travailleurs les moins revendicatifs, etc.. Par ailleurs aussi, ils disposent d'un réservoir de main d'œuvre, prête à travailler dans n'importe quelles conditions. Les gars qui n'ont pas de contrat définitif se tiennent à carreau, il sait que le patron n'aurait pas de mal à le remplacer.

— L'exemple de «Laving Glass» est probant ; c'est une entreprise de nettoyage (femmes de ménage, lavage de vitrines, d'usines et de magasins après la journée, etc.). Eh bien, ils prennent les gars, une majorité de femmes, un mois à l'essai. Automatiquement durant ce mois, tous travaillent d'arrache-pied, pour rester. Au bout d'un mois, la moitié est virée, et ils recommencent le même cinéma. Dans la quasi-totalité des cas, les contrats n'excèdent pas 6 mois, ce qui leur permet de ne payer que le SMIG sans avoir à craindre ni organisation syndicale ni baisse de rentabilité des travailleurs de

### LE PATRONAT S'ACCOMMODE TRÈS BIEN DU CHÔMAGE

— L'exemple de «Laving Glass» est probant ; c'est une entreprise de nettoyage (femmes de ménage, lavage de vitrines, d'usines et de magasins après la journée, etc.). Eh bien, ils prennent les gars, une majorité de femmes, un mois à l'essai. Automatiquement durant ce mois, tous travaillent d'arrache-pied, pour rester. Au bout d'un mois, la moitié est virée, et ils recommencent le même cinéma. Dans la quasi-totalité des cas, les contrats n'excèdent pas 6 mois, ce qui leur permet de ne payer que le SMIG sans avoir à craindre ni organisation syndicale ni baisse de rentabilité des travailleurs de

moins en moins motivés du fait de la paye dérisoire à des horaires très peu pratiques. Par ailleurs, l'entreprise ayant des contrats avec l'Arsenal, la Sécurité militaire demande les cartes d'identité de tous les employés et signale tous les «indésirables» au patron qui les vire automatiquement.

— A partir de cette analyse de la situation, nous avons donc pris comme principe de faire payer cher le chômage du patronat, de leur rendre insupportable...

— C'est avec cette idée que nous étions allés à Paris, au colloque du 12 avril rassemblant les délégués de comités chômeurs CGT. Nous n'y avons malheureusement pas trouvé ce que nous y attendions. Notre analyse, nous l'avons donnée là-bas mais le débat ne prit pas. Apparemment, peu de comités en étaient au même point que nous et la tribune n'impulsa pas, elle non plus, le débat sur le terrain de la lutte efficace.

### «IL Y A DES TERRAINS OU ON PEUT GAGNER A COURT TERME»

— Une charte revendicative est sortie mais pas le mode d'emploi. Or, on est tous d'accord, bien sûr, sur les revendications qui y sont énoncées. Plusieurs sont loin d'être timides. Par exemple, le minimum d'aide publique égal au SMIC, dans un premier temps à 50 %. Seulement on n'a pas aujourd'hui les moyens, le rapport de forces organisé suffisamment pour l'obtenir. Par contre, il y a des terrains où l'on peut gagner à court terme. Par exemple, les saisies et expulsions. Il est relativement facile de faire reculer les flics ; à 50 on défend un appartement et si on fait la démonstration à tous les chômeurs que garder son logement, même si on ne peut pas payer le loyer, ça s'impose de notre propre volonté, d'abord on se renforcera, les gars auront une bonne raison de nous rejoindre et ensuite on pourra voir encore plus loin.

— En ce moment, on a décidé d'envoyer une lettre à tous les parlementaires, conseillers généraux, maires des principales villes du Finistère, ainsi qu'aux préfets et sous-préfets, leur demandant tout simplement si avec 1 000 F par mois, (ce qui est le cas des trois quarts des chômeurs, la moitié ne perçoit même pas plus de 500 F) on peut payer son loyer, son gaz et son électricité. Nous utiliserons leurs réponses pour lancer une campagne de grève des loyers pour tous les chômeurs indemnisés à moins de 1 000 F par mois. C'est peut-être voir grand, ça vaut le coup d'essayer. Bien sûr, on réclame que ce soit l'Etat qui prenne en charge ces loyers.

— Nous avons des tas de projets de ce style sur les spectacles, les restaurants à tarif réduit, voire gratuits, etc. Pour le moment encore on n'est pas assez nombreux, mais à long terme c'est cette voie là qu'on a choisie : être offensif.

### «300 A 400 ACTIFS ÉTAIENT AVEC NOUS»

▷ — Quels sont vos liens avec les travailleurs actifs ?

— On a peut-être de la chance sur Brest, parce que depuis longtemps ça n'a pas fait de problème, les actifs envoient des représentants à nos réunions, et on sait qu'on peut compter sur eux.

— Le 31 janvier, il y avait une journée d'action CGT sur Brest. A 14 h le comité organisa une opération coup de poing sur l'ANPE pour imposer un panneau syndical. 3 à 400 actifs étaient avec nous, alors qu'ils ignoraient pour quelle action précise ils étaient

convoqués, une manif ayant eu lieu le matin.

— Pour l'expulsion qu'on attend les gars d'Ericsson nous ont dit de leur téléphoner dès que ça se concrétiserait. Même pendant le travail, ils amèneraient une délégation et à la sortie du boulot on sait qu'ils seront une trentaine peut-être.

▷ — Comment expliquez-vous cette solidarité ?

— On peut supposer que c'est notre présence à toutes les manifs avec nos banderoles, nos délégations de soutien aux piquets de grève d'Ericsson, il y a un mois aussi.



# Lutter contre le chômage DEUX EXPERIENCES DE COMITES DE CHÔMEURS CGT

De notre correspondant de Brest, Jean-Jacques KERFISSIAN

### «800 INTERIMAIRES VONT FINIR LEUR CONTRAT AU MOIS DE JUIN»

— Le gros problème c'est les intérimaires, on n'arrive pas à les organiser. Pour nous chômage et intérim sont liés et quand on sera un peu plus costaud on fera un effort maximum de ce côté là aussi. Pour le mois de juin il va se poser un gros problème de ce côté. 800 intérimaires vont finir leur contrat à la forme de radoub (aménagement d'un port pour réparation de super-pétroliers). Il y a une écrasante majorité d'immigrés. Et ils se sont déjà bien battus sur des revendications de salaires il y a quelques mois. Il y a du pain sur la planche de ce côté-là aussi.

▷ — Comment expliquez-vous cette solidarité ?

— On peut supposer que c'est notre présence à toutes les manifs avec nos banderoles, nos délégations de soutien aux piquets de grève d'Ericsson, il y a un mois aussi.



BLOIS

## «Sortir d'un travail d'assistance»

De notre correspondant

Dans le Loir-et-Cher, il n'y a pas moins de 18 000 chômeurs recensés. A Blois, depuis un peu plus d'un an s'est constitué un comité de chômeurs CGT. Nous avons rencontré une chômeuse membre de ce comité :

▷ — Peux-tu nous raconter comment s'est constitué le comité ?

Il y a eu deux temps dans la constitution du comité : l'année dernière (en mars 1978) suite aux licenciements à l'imprimerie Perrine-Guyot, une vingtaine de licenciés syndiqués à la CGT décidèrent de se regrouper pour faire valoir leurs droits en particulier sur les 90 %. Il est à noter que plus d'un 1 an après leur licenciement, ils ont toujours les 90 % ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

Ca a été, si tu veux, le point de départ. Au début de cette année avec l'appui de l'UL-CGT, une campagne locale sur le plein emploi en direction de l'ANPE a permis de contacter pas mal de chômeurs : près de 400 signatures, une vingtaine d'adhésions au comité. C'est comme cela qu'on a constitué le comité.

▷ — Quelle est l'activité du comité ?

On tourne essentiellement sous forme de permanence tous les

vendredis en fin d'après-midi à la Bourse du travail. On en profite pour discuter et d'autre part aider à résoudre les problèmes des travailleurs qui viennent nous voir (problèmes Assedic, retard de paiement...). Aujourd'hui, si on a pas mal d'adhérents, on n'est qu'une poignée à tout faire. La majorité des gens qui viennent nous trouver, surtout les jeunes, on ne les revoit plus une fois leurs «affaires réglées». Il faut dire aussi que bien souvent les gens ont à peine terminé d'expliquer leurs problèmes qu'un membre de l'UL leur refille la carte ; la semaine dernière, deux de ces jeunes ne pouvaient même pas payer les timbres.

▷ — Quels sont vos rapports avec les travailleurs actifs, les autres sections syndicales, l'UL... ?

En fait, la jonction avec les travailleurs actifs, avec les sections syndicales ne va pas de soi. Paradoxalement, on est assez isolé à l'UL. Plus d'une fois, on nous a dit qu'on était autonome, et en

fait on ne reçoit que peu d'aide.

On a peu de rapports avec les autres sections syndicales et les plus actifs d'entre nous auraient très bien pu être partie prenante de la préparation de la dernière journée d'action sur la ville. Il y a deux mois, lorsqu'on a posé la question d'aller aux portes d'Air Equipement en lutte contre les licenciements, l'UL nous a dit : «Vous allez leur saper le moral, ils vont avoir l'impression que c'est déjà foutu...»

▷ — Quelles perspectives vous donnez-vous aujourd'hui ?

Le comité est avant tout une sorte d'agence de renseignements, on passe beaucoup de temps dans les démarches de toutes sortes (Assedic, maires..., pour les bons de vacances des familles de chômeurs...) ainsi qu'à l'ANPE pour protester contre les annonces bidons ou périmées, ou exiger un panneau d'information du comité.

Aujourd'hui, on pense qu'on était trop cantonné à l'ANPE, on veut aller sur les boîtes, sur les marchés et que la jonction se fasse directement avec les travailleurs. C'est d'ailleurs un point qui a été évoqué à la rencontre nationale des comités à Paris, en ce sens ça a pas mal aidé.

### «POUR UNE LUTTE EFFICACE CONTRE LE CHÔMAGE»

Mais ce qui nous a le plus frappé, c'est qu'on rencontre de plus en plus de travailleurs qui disent : «Les syndicats ne sont pas à la hauteur de la lutte contre le chômage et d'autre part, quand on y est ils nous laissent tomber...». Efficacité de la lutte contre le chômage c'est un débat qui commence à avoir lieu au sein de la CGT. Ainsi, à l'occasion de la préparation de la dernière journée d'action locale, plusieurs sections CGT de la métallurgie (Air Métaux Rotodésel, Climax...) ont consulté leurs adhérents et demandé des formes d'actions plus dures, nouvelles (blocages de route, occupations...) la journée a été un peu différente des autres journées d'actions par le blocage d'une bonne partie de l'après-midi des sorties de la ville et du pont sur la Loire.

Dans l'immédiat, l'idée qu'on a, ce serait en liaison avec les sections syndicales, de recenser toutes les boîtes où il faudrait embaucher et d'y intervenir. On envisage aussi une mobilisation sur les bons de vacances pour les gosses de chômeurs avec sensibilisation sur les boîtes.

# LA LORRAINE DU CHARBON A L'HEURE DE LA FAUSSE RELANCE

Par Jean LERMET

Freyring-Merlebach compte un seul building : le siège de la direction générale des Houillères du Bassin de Lorraine. De Forbach à Creutzwald, tout au long de la frontière allemande, s'étend le bassin houiller le plus rentable de France.

La crise, ici, ne se ressent pas dans les mêmes termes qu'ailleurs en Lorraine. Depuis 1973, la sidérurgie a perdu 20 000 emplois sur 80 000 ; les mines de fer ont connu une chute vertigineuse de leurs effectifs ; dans la région, le nombre des chômeurs allocataires des ASSEDIC a été multiplié par plus de dix. L'effectif des mines, lui, est resté le même. Le plan charbonnier, tracé pour dix ans en 1975, prévoit en effet l'arrêt temporaire de la liquidation accélérée que les Houillères avaient connue, à l'échelle nationale.

La baisse des effectifs, passés de 44 000 pour le bassin dans les années 55-60 à 23 000 pour 68-69, se trouve enrayée. Cause : très officiellement, la « soudure » entre le pétrole, désormais trouvé « trop cher » et le nucléaire au centre de tous les projets d'avenir faits par notre bourgeoisie en matière d'énergie. A peu de distance de Merlebach, la centrale de Cattenom, pour laquelle les travaux d'infrastructure sont commencés, est d'ailleurs là pour en témoigner. Au-delà de 85, rien n'est donc sûr pour le pays minier.

Si le nombre de travailleurs n'a pas baissé, la politique de crise ne s'en ressent pas moins par le développement d'emplois précaires dans une profession pourtant garantie en principe par un statut. Ce sont les 400 Marocains, recrutés dans le Sud saharien, à qui on a fait signer des contrats de 18 mois, renouvelables une fois seulement. Pour s'assurer qu'on ne devra pas les garder en France, on a même inscrit dans leurs contrats qu'ils s'engagent à ne pas se marier pendant leur séjour en France !

Il y a aussi les entreprises extérieures. Avec des boîtes du genre de « la Souterraine », ce sont des travaux traditionnellement effectués par des mineurs de fond qui reviennent à des ouvriers hors-statut. En particulier, le travail sur le rocher, qui engendre beaucoup de silicose. Les gars qui travaillent actuellement à Merlebach viennent pour une part des Houillères de Provence, après un passage par Saint-Etienne, au gré des besoins à court terme.

## La fausse relance

Robert, délégué mineur au puits 5, a fait ses comptes : « sur trente ans de mine, deux ans et demi de grève - dont six mois pour les morts ». Il en est fier à juste titre, ayant démarré le syndicat CFDT en 1965 avec 12 camarades - le gros des forces étant resté à la CFTC - d'en être venu, quinze ans plus tard, à faire pratiquement jeu égal avec la CGT sur le bassin. Ses paroles, ses passions portent l'empreinte d'un grand amour du métier - sentiment que le patronat peut parfois essayer d'utiliser pour effacer les frontières de classe, mais qui traduit surtout l'expérience profonde d'une dure lutte contre la nature. Il explique comment la politique charbonnière actuelle est à courte vue :

« Il s'agit en fait d'une fausse relance. Aucun effort n'a été fait pour mettre en œuvre une méthode d'exploitation d'avenir. Le système des « quatre postes » introduit en 1970 a conduit à limiter le temps effectif d'entretien à la période entre 3 h et 5 h 30 du matin ; c'est insuffisant, les pannes se multiplient, il y a des travaux en retard. Depuis quelques années, le nombre d'incidents sur les puits,

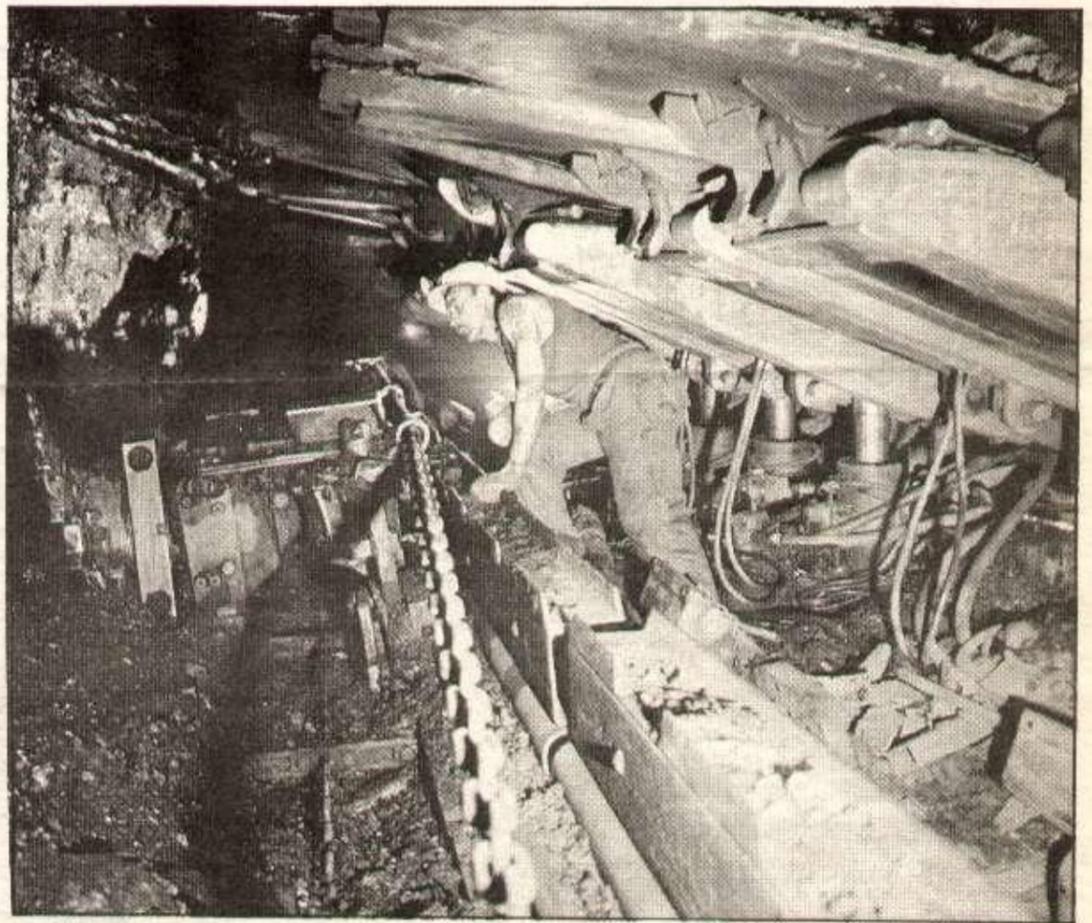
de casse technique, ne cesse d'augmenter. Tout est calculé au plus juste : la construction d'une recette à un nouvel étage est faite avec moins de soin, la hauteur et la largeur des galeries sont aussi réduites que possible. La direction se refuse même à investir dans des vestiaires, alors que ceux-ci ont plus de 80 ans. Rien n'est fait pour durer, au-delà du plan qui se termine en 1985.

En plus, on paye déjà la politique à courte vue qui avait prévalu avant 1975 : on tape dans des mauvaises veines qui avaient été laissées de côté ; il faut reprendre aujourd'hui beaucoup de choses qui avaient été abandonnées, comme le champ Sud, où on tombe sur beaucoup d'eau et de failles. Le puits de Sainte-Fontaine, fermé en 1972, a été rouvert en 1977. Coût : 2 milliards pour la fermeture, autant pour la réouverture ».

## Une insécurité moderne

La politique de mécanisation n'a d'ailleurs pas abouti, contrairement à l'image que cherche à donner la direction dans ses prospectus d'embauche, à la « mine presse-bouton ». D'abord, parce que beaucoup de tailles ne sont pas mécanisables avec le type de matériel utilisé : dans de nombreux chantiers, le marteau-piqueur à la main continue à fonctionner. Ensuite, parce qu'à la mine, une insécurité nouvelle vient aujourd'hui remplacer l'ancienne : « bien sûr, avec les machines, on réduit les risques classiques, comme celui de l'éboulement ; le boisage se fait par des procédés hydrauliques qui garantissent une bonne solidité. Mais il faut voir le gigantisme : un chapeau de bois pesait 50 à 60 kilos ; en métal, il en pèse 750. Une haveuse ANF, c'est un engin de 90 tonnes. Le poids du matériel entraîne de nombreuses lombalgies, les accidents de manipulation deviennent graves... Les machines font une poussière du diable, à quoi il faut ajouter la vapeur d'huile. Le bruit augmente avec la puissance des moteurs : trois marteaux à 92 décibels donnent ensemble 115 à 120 décibels.

Un facteur d'insécurité important, c'est d'ailleurs les hommes eux-mêmes, la façon dont ils sont recrutés, formés. Les Marocains qu'on fait venir, en choisissant



bien ceux qui ne parlent pas français, et qu'on va renvoyer au bout d'un an et demi (trois ans maximum), il leur faudra plus longtemps pour réagir à une indication de manœuvre, ils n'auront pas le temps de se former au métier. Pendant la crise charbonnière, on a incité le mineur à s'en aller. Souvent, ce sont les plus qualifiés, ceux qui avaient une chance de trouver ailleurs, qui sont partis. Et on a tari l'embauche pendant dix ans avant de la rouvrir. Alors, aujourd'hui, on a deux classes d'âge au fond : une main d'œuvre vieillie, qui a perdu les réflexes ; et des jeunes manquant de formation : deux catégories particulièrement vulnérables aux accidents ».

A ces facteurs d'insécurité, est venue s'ajouter, après 1970, la fatigue supplémentaire due au nouveau système de postes introduit par la direction. Alors qu'avant, deux équipes produisaient et une troisième assurait l'entretien, la production est maintenant presque continue, avec seulement trois heures par jour d'interruption. Les prises de poste à six heures du matin, une heure et huit heures du soir ont introduit le travail de nuit dans la vie des ouvriers de la production, ont découpé la journée de manière beaucoup plus perturbante pour la vie sociale et familiale.

## Comblent le fossé des générations

1970 : grande grève contre le passage de trois à quatre postes ; six délégués font la grève de la faim dans les locaux de la direction ; finalement, malgré l'échec sur le point précis revendiqué, la direction devra lâcher des avantages substantiels sur les classifications.

1974, mars : plusieurs semaines de grève au lavoir du puits Simon et à la carrière de sable, lock-out patronal des mineurs du fond.

1974, septembre : deux mois d'occupation du fond par les mineurs de Faulquemont qui refusent la fermeture de leur puits.

1976, septembre : grand mouve-

ment de colère dans le bassin, après la conduite criminelle de la direction, qui a conduit à la mort de seize mineurs dans une explosion au fond du puits 5, à Merlebach. Les syndicats ont réussi à imposer, à l'entrée du puits, un monument à leur mémoire - le seul du genre en France sur le terrain d'une mine.

Non, le bassin lorrain ne manque pas de traditions de lutte.

Aujourd'hui - tant au fond qu'au jour - réaliser dans la lutte l'unité des mineurs n'est pas une mince affaire. Les écarts de génération, creusés par le vide de 1963 à 1973, se font sentir. Les luttes passées ont débouché sur des victoires assez significatives en matière de classifications de salaires. Certains

jeunes peuvent en retirer l'impression d'une garantie assez rapide d'avancement, tandis que les anciens voient arriver la fin de leur carrière.

Toutefois, la question des conditions de travail se pose de façon significative. Cette année 1979, la lutte contre les samedis travaillés est à l'ordre du jour ; ce qui est en jeu, ce sont, d'un côté, les tentatives sournoises des Houillères pour installer pas à pas un travail en continu supprimant le repos des week-ends ; d'un autre côté, la possibilité, dans le développement de la lutte sur ce problème, de la perspective pour les mineurs de mettre sur le tapis la réduction du temps de travail, revendication parmi les plus pressantes en cette période de chômage.

## Ces jeunes qui ne vont pas à la mine

A quelques kilomètres de Merlebach, la ville de Saint-Avold, naguère encore vouée au petit commerce, vient de connaître sa première grève importante : les ouvriers de *Bauknecht Industrie*, entreprise allemande fabriquant des congélateurs, ont mené une lutte dure, formant des piquets de grève, s'affrontant aux provocations organisées par la direction, défiant le chantage au déménagement de l'entreprise manié aussi bien par le patron que par la municipalité.

Grève significative à plus d'un titre. En effet, depuis quelques années, la mono-industrie houillère est remise en cause dans cette région. Il ne s'agit pas seulement de la centrale thermique et de l'usine CDF-Chimie de Carling, toutes deux liées au charbon. En plus des 850 ouvriers de *Bauknecht*, *Johns Manville* (américaine) s'est implantée à Saint-Avold. *Wiesman* occupe 5 à 600 travailleurs à Faulquemont. *Grundia* 1 200 à Creutzwald.

Main d'œuvre d'un type bien différent de la mine : OS pour la plupart, avec 70 % de femmes chez *Bauknecht*, ce sont essentiellement des jeunes qui ont été embauchés dans ces entreprises (mis à part certains mineurs reconvertis, chez *Wiesman* notamment). Avec ces nouvelles couches de travailleurs, se développe un phénomène pour ainsi dire inconnu chez les mineurs : l'instabilité de l'emploi. Chez *Bauknecht*, usine pourtant récente, les badges portant des numéros des membres du personnel en sont déjà à 1 400, alors qu'il n'y a que 800 salariés dans l'entreprise.

Joseph, délégué CFDT, relève la différence qui existe entre la mentalité de ces ouvriers et l'image qu'il se fait de celle qui régnait autrefois chez les mineurs : « le mineur, c'est toujours le gars qui travaille. Quand il rentre à la maison, c'est pour aller au jardin, ou réparer le mur du voisin. Nous, on fait huit heures, et puis c'est fini ; les jeunes n'ont pas l'ardeur au travail ; pour eux, l'usine, c'est un peu le synonyme d'un ghetto ».

Mais la syndicalisation, qui s'est révélée très active lors de la grève de *Bauknecht Industrie*, se révèle à l'image de cette nouvelle réalité elle-même. Dans cette entreprise, deux délégués CFDT sur cinq sont OS, et à la CGT, c'est l'ensemble des délégués qui appartiennent à cette catégorie, essentiellement des jeunes. Comme le dit Joseph : « C'est la première fois qu'on a vécu une grève à ce niveau-là, et on l'a menée à notre manière à nous ». Au-delà des différences indéniables par rapport aux traditions ouvrières-locales, il reste une réalité : les professionnels de la mine et les OS des entreprises modernes appartiennent à la même classe, ils sont, les uns comme les autres, capables d'apporter leur contribution au combat commun.

Mercredi s'ouvre le 23<sup>e</sup> Congrès du PCF

# COMMENT ON FABRIQUE UNE UNANIMITÉ

Par Nicolas DUVALLOIS

François A. n'est pas un oppositional du PCF, en ce sens qu'il n'a jamais voulu écrire dans la presse autre que celle de son parti. Il ne fait pourtant pas mystère de son hostilité à la direction, sur un point notamment : l'absence totale de véritable démocratie interne. Le refus de la bureaucratie a même été le thème de la tribune qu'il a adressée à *L'Humanité*, dans le cadre des discussions préparatoires au 23<sup>e</sup> congrès. Sa contribution fait partie des quelque 900 que ni *L'Humanité*, ni *France Nouvelle* n'ont publiées. L'expérience de François est révélatrice de la manière dont la direction s'y est prise pour marginaliser les points de vue critiques, et en tous cas pour les empêcher de s'exprimer au congrès.

François A. est membre d'une cellule de lycée, comptabilisée par la direction fédérale de Paris comme une des 1 100 cellules d'entreprise de la capitale. Jusqu'au mois de novembre dernier, il était même membre du bureau de cette cellule, avant qu'un nouveau bureau ne soit élu, à la demande du secrétariat fédéral. La cellule de François s'est réunie deux fois pour discuter des textes préparatoires — projet de résolution et projet de statuts — ce qui est assez exceptionnel si l'on considère que sur Paris, environ 100 cellules ne se sont même pas réunies pour préparer le congrès. C'est Henri Malberg, le nouveau secrétaire fédéral, qui l'a reconnu lui-même à la conférence fédérale.

## LE FILTRAGE DES CELLULES

La première discussion a été riche, passionnée, et très libre ; tous les militants étaient présents, ce qui, là aussi, est exceptionnel. La deuxième réunion a par contre été différente : il s'agissait de voter sur les textes, et surtout d'élire les délégués à la conférence de section. Un membre de la direction parisienne avait annoncé sa présence, ce qui eut pour effet de provoquer l'absence de plusieurs militants. Discussion intéressante cependant encore, dont sont issus plusieurs amendements, votés à la majorité, qui contestent le caractère « globalement positif » de l'URSS, et qui demandent plus de précisions sur l'union à la base.

La suite est moins brillante : d'abord, il faut voter sur le projet de résolution, globalement, sans tenir compte des amendements préalablement adoptés. Argument du responsable fédéral : « il faut que le parti ait une idée de ceux qui sont pour sa politique, et de ceux qui sont contre ». Malgré quelques remous, le vote a finalement lieu, et donne

une majorité pour le projet de résolution.

Au tour de l'élection des délégués à la conférence de section, deux pour la cellule de François. Un consensus semble se dégager du tour de table : le secrétaire de la cellule ira à la conférence, et aussi François, « puisqu'il est capable de défendre nos amendements ». Nouvelle intervention du responsable : « Nous avons voté pour ou contre la politique du parti. Il est normal que ce soit ceux qui représentent la majorité de la cellule qui aillent à la conférence de section ». Nouveaux remous, mais finalement sont élus deux délégués favorables au projet de résolution. Le responsable fédéral tolérera simplement que François soit suppléant, après s'être assuré que la titulaire n'aura pas de problème pour être présente à la conférence de section...

Ainsi, cette cellule sera considérée comme unanime dans son soutien à la direction alors que c'est le contraire qui est flagrant.

Et combien de fois, dans combien de cellules le même scénario s'est-il reproduit ?

## LE BARRAGE DES SECTIONS

Malgré cela, si le premier barrage, celui de la cellule, a bien fonctionné pour François A., il n'en est pas de même partout. Sur les 3 614 délégués aux conférences de section de la fédération de Paris, 140 ont voté contre le projet de résolution, et 149 se sont abstenus. En ce qui concerne les statuts, il y a eu 108 délégués contre le nouveau projet, 146 s'abstenant.

L'écrémage n'en a pas moins continué. Des 1 500 amendements produits par les cellules, les conférences de section en ont éliminé les deux tiers. Malgré cela, sur les quelque 129 sections que compte la fédération de Paris du PCF, plus d'une dizaine ont émis des votes défavo-

rables au projet de résolution.

## LA CONFERENCE FEDERALE : LA DEMOCRATIE MANIPULEE

Puis vient la conférence fédérale, un chef d'œuvre dans la caricature de démocratie. Celle de Paris s'est tenue les 28 et 29 avril, dans la grande salle de l'hôtel PLM.

Combien y avait-il de délégués ? Il est difficile de le savoir, puisque les chiffres varient selon les comptes-rendus, de 520 à 600. Beaucoup de monde en tous cas, ce qui rend évidemment difficile le débat, et ce qui laisse un terrain favorable pour que se développent les manœuvres de la direction. La conférence s'est déroulée en trois temps : d'abord, une discussion générale, introduite par un rapport-fleuve (trois heures) de Malberg, le successeur de Fizbin à la tête de la fédération. Pour cette discussion, il y a eu 18 interventions à la tribune, interventions longues et paraphrasant toutes le projet de résolution, et une cinquantaine d'interventions orales. Au nom de la démocratie, tout le monde pouvait parler... à condition d'avoir la possibilité d'accéder au micro-balladeur véhiculé dans la salle par un militant hostile aux oppositionnels, est-il besoin de le dire. Pendant que cette discussion se menait, la commission des amendements se réunissait, avant de conduire la discussion sur ces amendements, le dimanche. Cette discussion a duré 8 heures, soit beaucoup plus que prévu par la direction. Introduction de Gisèle Moreau, député, membre du CC : « La discussion d'hier après-midi ayant dégagé un large accord avec le projet de résolution, la commission propose de ne retenir que des amendements ne modifiant pas le sens du texte ».

La conférence fédérale discutera cependant à propos du bilan « globalement positif de l'URSS ». La commission, suprême habileté, présente deux amendements : l'un proposant que la formule du texte soit remplacée par celle-ci : « Les pays socialistes ont d'ores et déjà fait la preuve de la supériorité du système socialiste » ; l'autre contestant le caractère positif de l'URSS. Dès lors, la direction a beau jeu de dire qu'il ne faut exa-

Mercredi s'ouvre au Palais des Sports de Saint-Ouen le 23<sup>e</sup> congrès du PCF. Un congrès qui s'apparentera plus à une immense cérémonie qu'à de véritables séances de travail, où les délégués élaborent la ligne politique de leur parti. Jamais il n'y aura eu autant de délégués : ils étaient 1 257 au 21<sup>e</sup> congrès, 1 552 au 22<sup>e</sup>, ils seront cette année plus nombreux encore, environ 1 700. Si l'on ajoute de très nombreuses délégations étrangères, venues du monde entier, les membres du PCF invités, et les journalistes, il y aura au total près de 2 500 personnes sous la voûte du Palais des Sports de Saint-Ouen. Rien n'a été laissé au hasard : le comité central, qui se réunit mardi matin, désignera les candidats aux différentes commissions du congrès : commission des mandats, commission financière, commission des amendements, et commission des candidatures. Il désignera aussi le prochain comité central puisqu'en vertu des statuts encore en vigueur, aucun choix n'est possible, la liste proposée aux congressistes étant en nombre égal aux membres du CC à élire.

Chacun compte pour un au congrès, dit le PCF, mais pour éviter toute surprise, Gaston Plissonnier réunira mardi soir, à la mairie de Saint-Ouen, les « responsables » des délégations... Ultime manœuvre d'une préparation de congrès qui aura permis, selon le vœu de la direction, que soient écrasés les points de vue minoritaires et critiques.



Fizbin, écarté de la direction fédérale parisienne, n'assistait pas à la conférence.

dans l'autre, et elle met aux voix la formule du « bilan globalement positif », en insistant sur le « globalement ». Résultat : 11 voix contre le maintien du texte, et 26 abstentions. Le même processus se déroule à propos de la crise « avant tout nationale » ou de la « guerre idéologique ». A 21 heures, c'est enfin le vote global sur le projet de résolution, qui sanctionne l'écrémage réalisé par les conférences de section : une seule voix contre, et quatre abstentions. Reste à discuter des statuts, à élire la délégation de la fédération de Paris au congrès, et à élire la nouvelle direction fédérale. Le tout après qu'un permanent fédéral ait bien insisté : « on ne peut faire durer la réunion, il y a des délégués qui travaillent demain à six heures ». Bel aïbii. De fait, la discussion sur les statuts sera expédiée en une heure et demie, avant un vote unanime. (Moins 4 abstentions). L'élection des délégués au congrès sera l'ultime bataille pour ceux qui mettent en cause la bureaucratie du PCF. Des délégués demandent à ce que « les divergences d'opinion soient reflétées dans les délégations ». Réponse de la tribune : « la conférence devra choisir comme délégués les camarades les plus aptes à faire progresser la discussion collective, la réflexion dans tout le parti ». Sous entendu, pas question d'oppositionnel dans la délégation. De fait, aucun d'entre eux ne figurera dans la délégation, telle qu'elle est adoptée à minuit, alors que près d'une

centaine de conférenciers sont déjà partis.

La lourde machine bureaucratique du PCF a bien fonctionné, Paul Laurent pourra s'en féliciter dans son discours de clôture. Nombreux dans les cellules, les points de vue critiques ont successivement été filtrés dans les conférences, avant de parvenir à l'unanimité de façade qui

sera celle du congrès. Et cela sans que la démocratie formelle ne soit transgressée. Au fond, les délégués de la fédération de Paris au 23<sup>e</sup> congrès représenteront le « peuple des militants » comme les députés représentent le corps électoral : ils fouleront au pied leurs points de vue.

## A propos des conférences fédérales

— Dans la Loire : plusieurs responsables ont quitté la direction fédérale, dont certains par désaccord politique. Le débat a été particulièrement vif à propos des ARCT, cette entreprise où la CGT a accepté une baisse des salaires pour « sauver l'usine ». Fitermann a déclaré à ce sujet : « Ce n'est pas par principe qu'il faut refuser l'austérité, mais parce que la réduction du pouvoir d'achat conduit inévitablement au chômage ».

— Dans les Hauts-de-Seine : le maire de Sèvres, Roger Fajnzylberg, a été élu délégué alors qu'il avait émis des points de vue critiques sur le bilan positif de l'URSS et sur la tactique vis-à-vis du PS. Le maire de Gennevilliers, Lanternier, a lui aussi émis des points de vue critiques, sur l'analyse du programme commun notamment. La section de Saint-Cloud a voté contre le projet.

— Dans les Yvelines : sur 278 délégués, 5 ont voté contre le projet de résolution, et 19 se sont abstenus. Avec 9 % de voix contre ou d'abstentions, la fédération des Yvelines semble détenir le maillot jaune des voix hostiles.

— Dans le Val-d'Oise, il n'y a eu que 3 voix contre, et 1 abstention.

— Dans le Val-de-Marne en présence de Marchais, les trois délégués de la cellule de Nogent se sont abstenus.

— Dans le Rhône, Cadpievic, maire de Vaulx-en-Velin, ancien secrétaire fédéral, a été retiré de la direction fédérale. Il reste par contre candidat au CC, dont il est déjà membre.

— A Paris, le secrétariat fédéral a été complètement remodelé, la moitié de ses anciens membres s'en allant. Plusieurs permanents ont demandé à revenir « à la vie active ».

## Nouveau scandale des extraditions

### Manuel Viusa doit être libéré

Manuel Viusa, peintre et militant nationaliste catalan exilé à Paris depuis 1948, doit comparaître ce mercredi 9 mai à 14 heures devant la Chambre d'accusation de Paris pour répondre à une demande d'extradition.

S'appuyant sur des déclarations parcellaires arrachées par la torture à deux de ses prétendus complices (Jaume Martinez, ancien officier républicain, 64 ans et Jacob Spoerri, Suisse de 5 ans, cardiaque), la police espagnole l'accuse de s'être procuré en 1933 des armes qui auraient servi à assassiner Bulto, industriel catalan et Viola, ancien maire de Barcelone, le 9 mai 1977 et le 25 janvier 1978. Il risqué, théoriquement, jusqu'à 30 ans de prison.

D'origine douteuse, vides de toute tentative de justification, les allégations de la police espagnole sont de plus un tissu de contradictions, d'invariants semblances et de mensonges.

On ne peut établir aucun rapport certain entre les armes saisies (pistolets, munitions) et les deux attentats incriminés, Viola et Bulto ayant été tués par une bombe préalablement fixée sur leur propre corps.

Les trois principaux accusés, présentés aujourd'hui comme formellement identifiés, ont été relâchés après une première arrestation lors de l'affaire Bulto ; or, aucun élément nouveau n'est avancé contre eux.

Pour donner plus de poids à son accusation, la police n'a rien trouvé de mieux que d'exhiber des informations d'Interpol, formellement démenties par cette institution.

Rien de tout cela ne semble pourtant affecter le juge chargé de l'affaire, un certain Gomez Chaparro, ancien des «Tribunaux d'ordre public». Il est vrai que ce dernier vient de laisser s'évader le principal accusé de la tuerie d'Atocha... en lui accordant une permission de week-end.

A l'évidence la recherche des vrais coupables apparaît comme le cadet des soucis du gouvernement espagnol. Ce qui l'intéresse dans cette affaire, c'est de discréditer le courant nationaliste catalan, en s'en prenant à des militants connus mais inorganisés.

Côté français, il n'est pas évident que la justice manifeste plus d'objectivité : le juge Fau, chargé de l'affaire, était assesseur au procès Croissant. Selon lui, il n'aurait pas à vérifier

l'exactitude ou la cohérence des accusations portées contre Manuel Viusa mais seulement à constater que les chefs d'accusation retenus contre lui rentrent ou non dans le cadre de la loi sur les extraditions. S'il devait suivre un tel raisonnement, Fau pourrait donc, sous simple prétexte que l'affaire ne serait pas politique, extradier Viusa alors que celui-ci est manifestement innocent et que les faits qui lui sont reprochés, remontant à 1973, sont couverts par l'amnistie.

Heureusement, Manuel Viusa n'est pas aussi isolé dans son pays qu'a pu l'être Klaus Croissant et toute cette affaire a fini par remuer beaucoup de monde en Catalogne.

Demain, on attend plusieurs cars de Barcelone pour son procès ainsi que de nombreux parlementaires d'opposition.

En attendant, Manuel Viusa, qui a 61 ans et à qui Peyrefitte a refusé le régime politique, croupit à la Santé dans des conditions de détention lamentables, depuis 6 semaines.

Depuis la guerre civile où il a combattu dans l'armée républicaine, il n'a cessé de lutter contre le fascisme et a même collaboré avec la Résistance française au sein du réseau «Maurice», en compagnie de son co-inculpé Jaume Martinez qui le dirigeait.

Il ne doit pas être la prochaine victime de «l'espace judiciaire européen».

Frédéric FERRER

### Salvador : le mouvement actuel fait suite à des grèves ouvrières

Dans des déclarations à la presse, les responsables du BPR (bloc populaire révolutionnaire) ont fait savoir que l'occupation de l'ambassade de France, de celle du Costa Rica et de la cathédrale de San Salvador faisaient suite à la répression d'une grève ouvrière en mars. Les travailleurs de deux usines de mise en bouteille de jus de fruits appartenant aux grandes familles de l'oligarchie se sont mis en grève. Le gouvernement a fait encercler les grévistes par des blindés et a décrété l'état de siège. Aujourd'hui, le BPR, qui regroupe l'ensemble de l'opposition, a organisé des actions spectaculaires pour «briser le mur du silence». Les représentants du mouvement antifasciste salvadorien ont déclaré : «Il ne s'agit pas d'un enlèvement ni d'une action à caractère strictement coercitif envers des diplomates étrangers. Nous voulons simplement qu'ils interviennent auprès des autorités salvadoriennes pour obtenir la libération des camarades que le gouvernement retient en otage et qui sont torturés. C'est donc une pression morale à l'échelle internationale».

## Grande-Bretagne

### Contre Thatcher et son programme d'austérité et de répression

## LES TRAVAILLEURS PRÊTS A LA RIPOSTE

Avec trente voix de majorité, contrairement à toutes les prévisions, Margaret Thatcher a une assise confortable, la plus importante qu'ait eue un gouvernement britannique depuis 1950. L'importante défaite électorale du parti travailliste s'explique par une polarisation de l'électorat de droite et par le mécontentement des travailleurs écœurés par la politique anti-ouvrière de Callaghan.

En effet, Thatcher a mobilisé à fond un électoral petit-bourgeois, effrayé à la fois par les conséquences de la crise et mécontent de la longueur des grèves de cet hiver. La dirigeante conservatrice a mené une campagne très démagogique et fascisante, accusant de tous les maux les travaillistes, mais aussi les syndicalistes, plus généralement les travailleurs et les immigrés, présentés comme responsables du chômage. Elle a en même temps multiplié les promesses de toutes sortes : diminution des impôts, réduction du rôle de l'Etat. Thatcher a donc fait le plein de voix de couches petites bourgeoises sur la base d'intérêts particuliers et de réflexes de peur. A

l'inverse, les travaillistes n'ont pas gagné de voix parmi les couches moyennes qui leur reprochaient de n'avoir pu éviter les grèves. Par contre, ils en ont perdu dans la plupart des grands centres ouvriers où semble s'être développé un important mouvement d'abstention. En effet, en voyant les résultats sur eux de cinq ans de politique travailliste, beaucoup de travailleurs ont dû estimer que, quitte à avoir une politique conservatrice, autant avoir un gouvernement conservateur, au lieu d'avoir au pouvoir un parti qui leur demande des sacrifices au nom de la «gauche».

En tous cas, les travailleurs ne semblent pas considérer la défaite travailliste comme leur défaite. Ils semblent se préparer à riposter énergiquement aux mesures d'austérité et de répression promises par Thatcher. C'est ainsi que la conférence des syndicats du Pays de Galles a émis une «résolution d'urgence». Les 200 délégués se sont promis de «défendre par tous les moyens leurs droits syndicaux et le droit aux piquets de grève volants». Plusieurs diri-



geants syndicaux se sont également engagés à organiser la résistance contre le programme antisyndical et anti-ouvrier de Thatcher.

Ces réactions assez énergiques ont tout de même amené la dirigeante conservatrice à mettre un peu d'eau dans son thé. En présentant son ministère, elle a déclaré : «Les promesses de notre manifeste seront appliquées très prudemment, très

progressivement et avec beaucoup d'humanité». De même, le secrétaire d'Etat Prior, considéré comme «modéré», a promis de la «concertation». Mais peu importe la sauce douce avec laquelle Thatcher présente son programme : elle a annoncé pendant la campagne la liquidation des libertés syndicales et les travailleurs britanniques repousseront ces projets même «humanisés» ou étalés dans le temps !

## CNUCED : Les ambiguïtés de la position française sur l'allègement des dettes du Tiers Monde

Avant de partir pour Manille où il conduit la délégation française à la cinquième conférence de la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement), le ministre de l'Economie Monory a exposé certains points de la position française dans une interview au Figaro.

Monory a notamment déclaré : «Il faut cesser de considérer comme un seul ensemble ce qu'on a coutume d'appeler pays en voie de développement. Un certain nombre d'entre eux sont en train d'effectuer leur décollage économique. Soit parce qu'ils détiennent des matières premières, dont le prix a beaucoup augmenté, soit parce qu'ils ont découvert de nouvelles ressources, soit parce qu'ils ont commencé à s'industrialiser. D'autres, qui nous ont fait part de leur détresse, n'arrivent même pas à payer leurs dettes et à financer un développement élémentaire. Sans notre aide, ils se trouveront avant vingt ans, dix ans peut-être dans une situation

catastrophique». Les propos du ministre de l'Economie tendent donc à opposer pays du Tiers Monde riches (avec qui on discuterait matières premières et transfert de technologie) et pauvres (qui seraient l'objet d'une «aide»). Cette position tend à diviser les pays du Tiers Monde, alors qu'au contraire, à la CNUCED et dans d'autres instances, ils ont renforcé leur unité en donnant un caractère global à leur confrontation avec les pays impérialistes, tous les problèmes ayant une origine unique : les rapports de domination impérialistes.

### «CEUX QUI AVANCENT LE MOINS VITE...»

La France vient d'ailleurs d'appliquer cette position qui, comme l'indique Monory, consiste à «faire davantage pour ceux qui avancent le moins vite». En effet Giscard a annoncé la semaine dernière l'annulation par la France des dettes des «pays les plus pauvres» (Haute-Volta, Mali, Niger, Tchad, Cen-

trafique, Comores, Guinée...).

Cette mesure qui portera sur 600 millions de francs, si elle est approuvée par le Parlement, appelle plusieurs remarques. D'une part elle correspond à une des revendications du groupe des «77» (regroupement des pays du Tiers Monde à la CNUCED). Elle suit des mesures analogues déjà prises par onze autres pays, en particulier la Suède, alors que, par exemple, les USA et la RFA font la sourde oreille. Mais en ne s'adressant qu'aux pays jugés «les plus pauvres», Giscard poursuit une politique de division et présente sa décision comme «charitable» alors que le Tiers Monde exige des mesures de redressement des rapports avec les pays

industriels qui ne sont que justes.

De plus, il ne faut pas oublier que, en ce qui concerne les pays africains cités, les dettes contractées avaient servi à acheter des produits français (c'est ce qu'on appelle l'aide «liée») dont ni les prix ni la qualité ne sont bien contrôlés par ces pays. De toutes façons, les patrons français n'auront pas été perdants...

J.P. CHAMPAGNY

### RECTIFICATIF

Dans notre édition du mardi 8 mai, une coquille s'est glissée dans un titre de la page 6. Il fallait lire : «Ouverture à Manille de la conférence de la CNUCED»

## Liban **BEGIN BOMBARDE ET MENACE**

Après le raid sioniste qui a frappé dimanche des femmes et des enfants à Mouhamara au Nord du Liban, l'armée sioniste a poursuivi lundi ses bombardements contre des localités libanaises et des camps de réfugiés palestiniens au Liban. C'est en maintenant cette politique d'agressions répétées que Begin a lancé cyniquement des «offres de négociation» sous la menace au gouvernement libanais, lui enjoignant de se rallier au traité signé avec Sadate. Ce que le Premier ministre sioniste propose, avec ses bombardiers pour émissaires

comme base de négociation, c'est la fin de la présence syrienne au Liban et la liquidation de la Résistance Palestinienne. Begin s'est affirmé décidé à poursuivre ses agressions tant que ses objectifs ne seront pas atteints. Cette politique interventionniste et provocatrice montre bien l'échec de la tentative de sécession du «Liban libre» du fasciste Haddad, puisque les sionistes ne peuvent envisager leur intervention derrière ce paravent.

A la conférence islamique de Fes (Maroc), qui a

commencé mardi, l'Etat sioniste sera également mis en accusation. Alors que Begin avait réaffirmé dimanche que Jérusalem «serait à jamais la capitale unifiée de l'Etat d'Israël», la délégation d'Arabie saoudite compte proposer aux pays islamiques la création d'un «comité supérieur islamique pour la libération d'El Qods» (Jérusalem). Elle voudrait centrer sur ce thème la conférence et faire de l'année 199 une année de campagne pour la libération d'El Qods et de la Palestine. L'Egypte a été exclue de la conférence de Fes.

Le Sud Liban : la confrontation

-2-

Depuis la signature de l'accord traître entre Sadate et Begin, la guerre du Sud a repris : les milices de Saad Haddad ont proclamé leur «Liban libre» et l'Etat sioniste bombarde sauvagement les villes et villages du Sud.

Le but de l'Etat sioniste était de créer de nouveau des contradictions entre la Révolution Palestinienne et les masses libanaises du Sud, pour obliger celles-ci à abandonner cette région frontalière et, à la limite, pour créer une guerre fratricide entre Palestiniens et Libanais, qui débiterait au Sud. C'est pour cette raison que l'Etat sioniste n'a pas occupé le terrain directement, mais il a bombardé encore plus sauvagement que durant la guerre de mars 78. L'occupation de territoires, comme en mars 78, renforce l'unité palestino-libanaise.

A Sour, principale ville du Sud, le centre-ville a été presque totalement détruit. Les fusées utilisées brûlaient tout sur leur passage. Les maisons sont non seulement touchées, mais celles qui ont plusieurs étages sont totalement effondrées. Il y a eu un exode massif de la population de la ville de Sour et des villages du Sud vers Saïda, ville plus au Nord ou vers Beyrouth. Pendant quelques jours, il n'y avait dans la ville que les forces armées qui défendaient leurs positions. L'Etat sioniste a alors envoyé des avions au-dessus de Saïda, poursuivant la population. Il vient de bombarder un camp au Nord du Liban, près de Tripoli. Ses avions

ont survolé plusieurs fois la capitale, voulant faire pression sur l'Etat libanais et les forces syriennes en cas de riposte. Dans cette opération, Israël voulait susciter un mouvement de protestation chez les Libanais contre la présence palestinienne au Sud.

Ce n'est pas la première fois que cela arrive. Avant la guerre libanaise, en 76-77, Israël a souvent utilisé ce moyen pour faire pression sur l'Etat libanais et l'obliger à mener la guerre contre la Résistance. Il avait pour principal soutien les milices de Chamoun et de Gemayel, qui voyaient dans la présence de la Révolution au Sud la cause des attaques sionistes, niant que le Liban lui-même est la cible israélienne depuis 1948. Aujourd'hui, avec la création de l'Etat des milices pro-sionistes, le «Liban libre», Israël comp-

te encore plus faire pression sur la population du Sud. Saad Haddad a déclaré que son ennemi était la Résistance et qu'il luttait pour la «souveraineté». Israël veut montrer à la population du Sud qu'adopter cette attitude lui éviterait d'être bombardée. C'est la logique colonialiste : «Soumettez-vous et vous aurez la paix».

### COMME EN MARS 78 L'OCCUPATION RENFORCE L'UNITE PALESTINO-LIBANAISE

Mais la population du Sud n'est pas tombée dans le piège. Elle a tout d'abord une expérience importante de l'agression sioniste et l'Etat de Saad Haddad est perçu comme une trahison plutôt qu'une souveraineté, car ces milices s'opposent à l'entrée de l'armée légale libanaise au Sud. Depuis la guerre

de mars 78, la population sait qu'il n'y a que la Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises qui peuvent s'opposer à Israël et contribuer à la souveraineté du Liban-Sud. Comme lors de chaque exode, il y a des sentiments de lassitude chez la population, surtout dans la ville, à Sour, mais il n'y a pas de retournement contre les Palestiniens ou la présence des forces armées. Israël a vraiment échoué dans son agression, car une semaine après l'attaque, un grand rassemblement se déroulait à Sour même pour le soutien à la Révolution Palestinienne et aux forces patriotiques libanaises.

Au niveau de l'Etat libanais, cette attaque a enlisé les dirigeants isolationnistes, qui ont repris la propagande israélienne, disant qu'au lieu d'attaquer l'Etat de Saad Haddad, il

fallait attaquer la présence palestinienne au Sud. Chamoun et son fils ont même protesté contre le gouvernement, du fait que ce dernier a soumis la question du Sud au Conseil de Sécurité de l'ONU sans faire mention de la présence palestinienne. Pour eux, c'est l'ennemi à abattre, de même que pour Israël qui a déclaré la «guerre d'usure» contre l'OLP et le Liban. La guerre-éclair, comme en mars 78, a renforcé l'unité palestino-libanaise. Les sionistes pensent qu'avec une «guerre d'usure», ils diviseront les rangs. Aujourd'hui, pour les pays arabes, la confrontation réelle avec l'Etat sioniste et contre l'accord traître de Sadate-Begin passe par le soutien effectif à la présence de la Révolution Palestinienne au Sud-Liban.

Yomna EL KHALIL

DES BOMBARDEMENTS  
ENCORE PLUS  
SAUVAGES

Chine - Vietnam

## NEGOCIATIONS AU POINT MORT

Le délégué chinois déclare : «L'hégémonie est la question clef»

A Hanoï, les négociations sino-vietnamiennes semblent au point mort après la troisième session la semaine dernière. En effet, la délégation vietnamienne a refusé de prendre en considération la proposition en huit points du gouvernement chinois, qui inclut l'engagement des deux parties à ne pas pratiquer l'hégémonie, à ne pas avoir de bases militaires étrangères et à ne pas faire stationner de troupes en dehors du territoire national.

Le chef de la délégation chinoise Han-Nian Long a déclaré à ce sujet : «L'hégémonie est à la source même du sabotage des relations vietnamiennes et de la détérioration de la situation en Indochine et au Sud-Est asiatique. Régler fondamentalement le problème des rapports sino-vietnamiens implique l'opposition à l'hégémonie, voilà la clé du problème». Il a rappelé l'occupation des territoires du Laos et du Cambodge par 200 000 soldats vietnamiens et a rappelé que le gouvernement chinois exige leur retrait.



Le départ des Hoas en juin 1978... Plusieurs dizaines de milliers encore ces derniers mois.

Mais qu'un des huit points de la proposition chinoise stipule que les autorités vietnamiennes rapatrient les citoyens d'origine chinoise expulsés depuis plus d'un an maintenant, il semble qu'au contraire Hanoï ait entrepris une deuxième campagne systématique de répression et d'expulsion.

Les Vietnamiens d'origine chinoise expulsés seraient plus de vingt mille depuis le début du mois d'avril. Selon des témoignages en provenance de Thaïlande, le flux des réfugiés qui partent en bateaux est de plus en plus important, contrairement aux assurances de Hanoï qui avait affirmé à l'ONU que le

Vietnam organiserait une politique d'émigration légale. Les Vietnamiens d'origine chinoise constituent deux tiers ou trois quarts du total des émigrants. On ne peut exclure aujourd'hui que le gouvernement de Hanoï n'envisage l'expulsion totale de la communauté d'origine chinoise.

J.P.C.

## USA : débat sur les forces au Moyen Orient

Le débat lancé aux Etats-Unis sur la manière de «défendre les intérêts américains» au Proche-Orient se poursuit. Il a été lancé après la chute du régime du Shah : le Pentagone et l'administration Carter ont fait des propositions pour l'envoi d'une force permanente de l'armée américaine dans les régions productrices de pétrole, et l'octroi de bases par l'Arabie Saoudite et les Emirats. Ces propositions avaient reçu un mauvais accueil. Aujourd'hui, le Sénat américain vient de rendre public un rapport qui estime que le rôle «symbolique» de la force navale qui stationne à Bahrein est «suffisant pour fournir une présence américaine» dans la région. Ce rapport précise que, de toutes façons, les USA n'ont pu obtenir des pays de la péninsule arabe la possibilité d'avoir des bases permanentes.

## Corée : vers une poursuite du dialogue par l'intermédiaire de l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU Kurt Waldheim a poursuivi sa tournée en Asie du Sud-Est en se rendant en Corée. Il a rencontré successivement la semaine dernière le président de la République Populaire de Corée, Kim Il Sung et Park, président de la Corée du Sud. Il a affirmé que ces entretiens pourraient permettre la poursuite du dialogue entre les deux parties par l'intermédiaire de l'ONU. Le dialogue pour une réunification pacifique de la patrie coréenne s'était engagé en février, mais il a été mis en difficulté du fait de l'attitude de la Corée du Sud qui a organisé des provocations et des manœuvres militaires conjointes avec les troupes d'occupation américaines. D'autre part, des joueurs de ping-pong américains, accompagnés de journalistes, se trouvent actuellement en République Populaire Démocratique de Corée à l'occasion du championnat du monde de tennis de table. Devant les journalistes américains, un représentant du gouvernement coréen a laissé entendre que celui-ci souhaitait le développement de contacts et de relations à différents niveaux avec les USA.

# Les spécialistes du nucléaire se rencontrent à Hambourg ENTRE LE «CHIEN CREVÉ» ET LE «VERT FONCÉ»

Près de trois mille spécialistes de l'énergie nucléaire se rencontrent ces jours-ci, et jusqu'au 11 mai, à Hambourg. Industriels, techniciens et financiers vont ainsi converser sur son avenir et sa capacité à combler le «déficit énergétique». Cette conférence, à l'initiative de la Société nucléaire européenne et de la société nucléaire américaine (ANS), ne pourra prendre de décision concrète ; tout au plus tentera-t-elle de répondre à certaines questions qui se posent notamment à la suite de l'accident de Harrisburg.

En tout état de cause, lors de l'ouverture de cette conférence, l'administrateur du CEA (Centre de l'Energie Atomique), Pecqueur, a réaffirmé le choix du gouvernement français d'accélération du programme électro-nucléaire. Il justifie notamment ce choix prévoyant «une situation de grave tension quelque part entre 1982 et 1995», tout en s'interrogeant sur les capacités du nucléaire à combler à ce moment «le déficit énergétique», lequel pourrait se creuser par une politique concertée des pays producteurs de pétrole. De toutes façons les réserves pétrolières ne pourraient suffire au développement des économies, tant des pays impérialistes (excepté pour l'URSS) que des pays en voie de développement.

Pecqueur s'est évertué à vanter la politique française, qui reste la seule à accorder une telle place au nucléaire, en caricaturant d'autres choix.

Celle «du chien crevé», qui serait la poursuite de celle du «tout pétrole», antérieure au plan de 74, et

une variante, avec le retour au charbon, sans recourir aux réserves françaises, ce qui équivaldrait à déplacer les problèmes.

La politique du «vert foncé», en appliquant les énergies nouvelles, mais comme la recherche n'est pas active dans ce domaine, nous en serions réduits à attendre.

Celle que Pecqueur qualifie de «ultra-nucléaire», en «sacrifiant» les autres sources d'énergies.

Et enfin celle du «bon père de famille» ou «équilibrée», actuellement mise en place par le gouvernement : substitution du pétrole en faveur du nucléaire dans la production d'électricité ou d'eau chaude (où l'on reparle du projet Thermos, implantation de minicentrales nucléaires à proximité des villes), maintien du pétrole et du charbon dans les autres activités, et «développement ultérieur» des nouvelles énergies. La politique énergétique gouvernementale, dont le CEA s'est fait le porte parole, serait basée sur la possibilité de préserver une certaine indé-

pendance et une certaine sécurité dans les approvisionnements, qui n'est autre que la perpétuation d'une politique impérialiste vis-à-vis des pays fournisseurs de matières fissiles. Encore un pari.

De même que Pecqueur a plaidé en faveur du développement des surrégénérateurs, tel Superphénix à Creys-Malville. Mais à l'heure où nos spécialistes n'ont pas encore examiné toutes les conséquences de l'accident de Harrisburg (une session de cette conférence y sera consacrée), vouloir intensifier l'exploitation de la filière des surrégénérateurs qui fait appel à une technologie plus complexe et plus risquée, ressemble trop, là

encore, à un pari. Certains pays, avec une technologie au moins aussi «avancée» que celle de la France, notamment les USA, émettent quelques réserves quant à son utilisation...

En prononçant ce discours, le porte-parole du CEA n'a fait que confirmer qu'il ne représentait que le gouvernement, les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme français, aux dépens de ceux de la population, qui ne peut se contenter d'être mise devant le fait accompli d'une politique qui entérine les irresponsabilités du «tout pétrole».

P.C

L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) s'apprête à tenir à Vienne, à la fin du mois, une réunion secrète d'experts. Il s'agit, après l'accident de Harrisburg, de déterminer les possibilités de mettre sur pied des équipes internationales pour faire face aux urgences. Selon Morris Rosen, le principal expert de l'AIEA en matière de sécurité, «la fable selon laquelle les accidents sur les centrales nucléaires peuvent être évités a vécu. Or, a-t-il ajouté, peu de pays disposent des ressources que les États-Unis ont pu mettre immédiatement en œuvre pour éliminer les conséquences d'un tel accident».

Or, les moyens dont dispose actuellement l'AIEA ne lui permettent guère d'apporter une aide financière à un pays qui se trouverait démuné devant une telle situation. Il s'agirait donc de mettre sur pied des équipes internationales d'urgence. Toutes les difficultés ne seraient pas levées pour autant : «Il s'agit de longues distances, de problèmes de communication et questions de langues différentes» a dit Rosen. «Je pense qu'on peut avoir un système d'un bon niveau, mais il restera toujours un point d'interrogation».

## EDMOND MAIRE VOUDRAIT CONJURER MAI 68 ET MARS 78

«Ne tournons pas autour du pot : nous sommes là pour définir ensemble le moyen de surmonter les graves insuffisances du syndicalisme et du mouvement ouvrier face à la crise. (...) Ce congrès nous ne le gagnerons, quel que soit le résultat des votes, que si nous nous attaquons d'abord aux insuffisances de notre propre pratique syndicale, à tous les échelons de la CFDT».

### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

«Le chômage bat tous les records ; mais pour Barre, encore récemment, le redressement de la France est bien engagé» 1979 sera l'année de la consolidation ? «Si consolidation il y a, c'est uniquement celle du chômage, des jeunes et des femmes, de l'angoisse des travailleurs de Lorraine, de la Loire et du Nord, et de tant d'autres régions touchées par le déclin in-

dustriel, abandonnées aux jeux de la rentabilité à court terme des capitaux investis. (...) Lorsque la moitié d'un pays refuse de négocier l'avenir avec l'autre moitié et lui maintient la tête plongée dans une situation sans issue, alors oui, la démocratie est en danger. (...) Nous sommes donc entrés dans une période de déséquilibre qui peut donc déboucher sur le pire mais qui donne aussi des possibilités plus grandes au mouvement ouvrier et d'abord à la CFDT, si nous savons peser fort et unis aux endroits décisifs sur les enjeux clefs dont dépend l'avenir».

### UNE ANALYSE CRITIQUE DE CE QUE NOUS SOMMES

«Du point de vue de l'action, nous ne menons pas une contre-attaque suffisante face à la volonté patronale de faire éclater les statuts des travailleurs et pourtant nous savons que l'unité de la clas-

se ouvrière est probablement l'enjeu le plus décisif de l'affrontement social dans la période qui s'ouvre. (...)».

Nous faisons preuve de l'anticapitalisme verbal le plus pur mais nous sommes en retard dans notre action sur les conditions de travail par rapport à nos camarades nordiques ou sur la politique industrielle par rapport à nos camarades italiens. (...) Il nous faut réagir pour surmonter les limites que nous venons de rencontrer pendant les trois années écoulées et que l'on pourrait résumer ainsi : la classe ouvrière française vote pour le socialisme et elle défile pour les revendications pendant que le patronat fait passer ses solutions à la crise».

### UNE ANALYSE CRITIQUE DES TROIS ANS ECOULES

«Au total, nous avons le sentiment d'avoir apporté

une contribution positive au débat et aux solutions des forces populaires».

Mais nous avons senti en permanence les insuffisances de cette union des forces populaires. De fait, et malgré nos efforts, la réponse du mouvement ouvrier s'est située essentiellement sur le terrain électoral, le programme commun étant conçu d'abord pur obtenir une majorité. (...)».

La marche au socialisme ne peut découler que d'une conjonction des luttes sociales et des luttes politiques. Nous devons apprendre à conjurer mai 68 et mars 78».

C'est ainsi que se terminait la première partie du rapport présenté par Edmond Maire à l'heure où nous mettons sous presse.

## La mère de notre camarade André Roustan est décédée

Nous avons appris avec une grande tristesse la mort de la mère du camarade André Roustan, président-fondateur de notre Parti.

Elle avait toujours soutenu le combat de notre camarade, dans la Résistance comme dans sa lutte révolutionnaire.

Nous tenons à exprimer à notre camarade André Roustan notre entière solidarité. Nous sommes fraternellement à ses côtés dans le deuil qui le frappe.

## ● TOULOUSE : LA MOBILISATION FAIT ANNULER LE MEETING FASCISTE

Le vendredi 4 mai devait avoir lieu à Toulouse un meeting de l'Eurodroite avec la présence de l'écrivain Michel de Saint Pierre, de Tixier Vignancourt et du fasciste espagnol Blas Pinar, sous l'égide du PFN.

Aussitôt l'annonce du meeting, de nombreuses protestations se sont élevées des partis de gauche et d'extrême-gauche, des syndicats, des associations de résistants et de déportés, des associations contre le racisme, etc. Même le maire de droite Baudis a jugé «inopportune» la tenue d'un meeting fasciste à Toulouse. Dans un premier communiqué unitaire, les organisations d'extrême gauche ont dénoncé ces fascistes responsables de profanations de monuments de la résistance, de crimes racistes envers les immigrés, et ont appelé tous les antifascistes à riposter en masse pour son interdiction. Les partis de gauche n'ont pas répondu à cet appel. Ils ont cependant protesté dans de nombreux communiqués à *La Dépêche*, demandant également que le meeting soit interdit. Les organisations d'extrême gauche prirent alors la décision d'appeler à une manifestation le jour du meeting à 18 heures. De leur côté, les partis de gauche appelaient peu après à un rassemblement à la même heure devant le monument de la résistance.

D'autre part, samedi matin, une bombe détruisait totalement la salle dans laquelle devait se tenir le meeting. Les fascistes firent savoir qu'ils tiendraient leur meeting à tout prix et qu'ils s'opposeraient par tous les moyens aux manifestations.

Face à l'importance des protestations, à la détermination des antifascistes et à la menace d'affrontements, le préfet décida d'interdire le meeting. En interdisant également toutes les manifestations de riposte.

CORRESPONDANT

## ● TOULOUSE : LES TORTIONNAIRES D'ALI ABDOU DEVANT LES TRIBUNAUX

Mercredi 9 mai à 8 h 30 passent en correctionnelle les tortionnaires d'Ali Abdou. Rappelons les faits : début octobre, en fin de soirée, Ali Abdou entre au bar des Arènes. Il en ressort plusieurs heures plus tard dans un état très grave après avoir subi de véritables tortures pendant tout ce temps. Une manifestation contre les crimes racistes et la situation des immigrés avait eu lieu quelques jours plus tard. Mercredi a donc lieu le procès : parmi les trois inculpés, deux sont connus comme des colleurs d'affiches RPR et des nervis du SAC. L'un des deux a d'ailleurs été reconnu comme étant l'homme qui avait tiré par balle sur un militant du COBA l'an dernier. Les tortionnaires doivent passer en correctionnelle sous plusieurs chefs d'inculpation dont séquestration de moins de 5 jours, mais ils ne sont pas inculpés de tortures et ne tombent pas de ce fait sous le coup de la loi antiraciste. Leur crime n'est pas reconnu comme un crime raciste. Pour cela il faudrait que l'affaire soit renvoyée en assises.

Mercredi aura lieu un rassemblement devant le tribunal, afin que ne restent pas impunis de tels crimes.

CORRESPONDANT

### COMMUNIQUE

Le Collectif Avortement, Contraception, Sexualité des groupes Femmes de la Région Parisienne appelle les groupes Femmes de Quartier et d'Entreprises, les Commissions Avortement, Contraception, Sexualité du Mouvement à une assemblée générale le MARDI 8 MAI 1979 à 20 heures au MLAC 34 rue vieille du Temple à Paris 4ème - Tel. 278 70 38.